

PLAN QUINQUENNAL DE DÉVELOPPEMENT (PQD) 2008-2013 DE LA RÉGION DE LAVAL

BILAN ET CONSTATS

AGIR POUR UNE
RÉGION ÉCOCITOYENNE



CONFÉRENCE RÉGIONALE
DES ÉLUS DE LAVAL

Laval-des-
Rapides

Vimont

Duvernay

Saint-Vincent-
de-Paul

Pont-
Viau

4 AVANT-PROPOS

7 Évolution sociodémographique
de la région de Laval



**BILAN DU PQD 2008-2013 ET CONSTATS
DES CONSULTATIONS RÉGIONALES**

11 ORIENTATION 1
Gaz à effet de serre et transport durable

19 ORIENTATION 2
Modes de consommation responsables

27 ORIENTATION 3
Économie, formation et main-d'œuvre

37 ORIENTATION 4
Cadre de vie et services de proximité

49 ORIENTATION 5
Saines habitudes de vie

55 ORIENTATION 6
Pauvreté et exclusion sociale

63 ORIENTATION 7
Écocitoyenneté

69 ORIENTATION 8
Gouvernance et équité

73 Sources bibliographiques
Remerciements

La Conférence régionale des élus de Laval (CRÉ de Laval) a été instituée en 2004 dans le cadre de la Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT).

MANDAT

La CRÉ de Laval a, entre autres, pour mandat de :

- Favoriser la concertation des partenaires de la région ;
- Élaborer un Plan quinquennal de développement (PQD) pour la région ;
- Conclure des ententes avec les ministères et organismes ;
- Donner des avis sur le développement de la région.

À l'aube de l'élaboration du prochain plan quinquennal de développement de la région de Laval, le présent document dresse le bilan des principales réalisations du Plan stratégique 2008-2013 : « **Agir pour une région éco-citoyenne** ». Il met en exergue les grandes avancées de la région au regard de la vision, des orientations et des objectifs de ce plan.

Ce document présente également un état de l'évolution de la situation sociodémographique, économique et environnementale de la région au cours des cinq dernières années.

Il témoigne enfin des grands constats identifiés par les partenaires de la région dans le cadre des consultations régionales qui ont été menées au printemps 2013 pour soutenir l'élaboration du prochain plan quinquennal de développement.

Méthodologie

La réalisation de ce bilan s'appuie sur une recherche exhaustive de la documentation pertinente et sur une démarche structurée et concertée dont les principales étapes ont été les suivantes :

- Recherche et identification d'indicateurs sur la base de leur pertinence, de la disponibilité des données, de la qualité et de la précision de la mesure, de la convivialité d'interprétation et d'utilisation;
- Prise en compte des indicateurs proposés par le gouvernement du Québec dans le cadre de la Stratégie pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires (OVT);
- Élaboration de plus de 80 fiches analytiques, à partir des indicateurs retenus, permettant de faire l'analyse au regard de l'écocitoyenneté et de la santé économique, sociale et environnementale de la région;
- Identification des faits saillants des principales réalisations par une analyse exhaustive de documentations produites par les instances de la CRÉ de Laval et par les partenaires de la région;
- Réalisation de rencontres individuelles auprès des principaux partenaires de la région;
- Production de cinq documents déclencheurs pour alimenter les discussions et réflexions dans le cadre des rencontres de consultation;
- Validation des éléments du bilan et identification des principaux constats et enjeux de développement au terme du dernier plan stratégique par la tenue de cinq grands groupes de discussion, de deux rencontres de la Commission régionale de développement de Laval (CRDL), et d'un grand Forum régional de consultation.

ÉVOLUTION SOCIODÉMOGRAPHIQUE DE LA RÉGION DE LAVAL

La région de Laval a connu une accélération de son taux de croissance démographique qui a atteint 8,5 % entre 2006 et 2011 contre 6,3 % entre 2000 et 2006.

ÉVOLUTION SOCIODÉMOGRAPHIQUE DE LA RÉGION DE LAVAL

La région de Laval a connu une accélération de son taux de croissance démographique qui a atteint 8,5 % entre 2006 et 2011 contre 6,3 % entre 2001 et 2006.

Population totale : forte croissance

Entre 2006 et 2011, la population de Laval est passée de 372 409 à 404 094 habitants, soit une augmentation de 8,5 % (+31 685 personnes) contre 4,5 % dans l'ensemble de la province.

En 2011, la population lavalloise représente 5,1 % de la population québécoise. La région de Laval se classe au 7^e rang parmi les 17 régions du Québec.

Entre 2006 et 2011, la densité de la population de Laval est passée de 1 492,2 à 1 641,4 habitants au km², constituant ainsi la 2^e région la plus dense au Québec.

En 2011, la population lavalloise compte 204 880 femmes et 199 214 hommes.

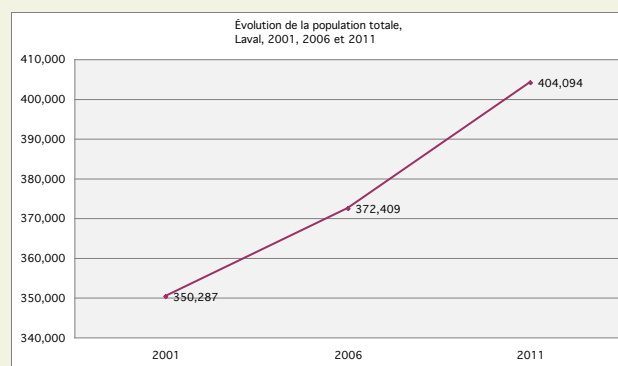
De 2011 à 2016, la population de la région devrait croître de 5,9 %.

Structure d'âge : vieillissement de la population

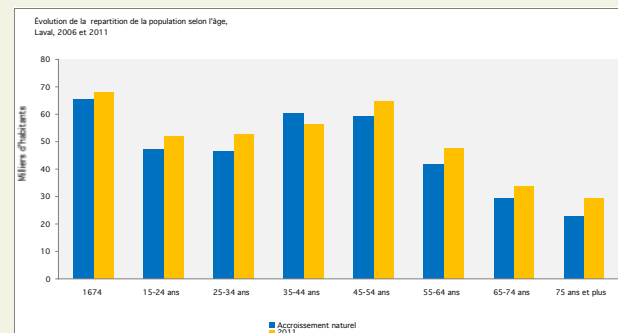
Entre 2006 et 2011, l'évolution de la population lavalloise par groupe d'âge est marquée par :

- Un ralentissement chez les jeunes de 0-14 ans avec une faible croissance de 4,3 % ;
- Une baisse de 6,7 % chez les personnes âgées de 35-44 ans ;
- Une forte croissance de 21,1 % chez les 65 ans et plus. En 2012, ils représentent 15,9 % de la population lavalloise comparativement à 16,2 % dans l'ensemble du Québec.

GRAPHIQUE 1



GRAPHIQUE 2



Famille lavalloise : forte présence de familles monoparentales

En 2011, on dénombre environ 113 000 familles lavalloises, dont 64,6 % comptent au moins un enfant (73 000 familles) alors que 35,4 % sont formés de couples sans enfant (40 000 familles).

En 2011, 16,8 % des familles ayant des enfants sont monoparentales et dans la grande majorité des cas (78,3 %), c'est une femme qui en assure la responsabilité parentale.

Entre 2006 et 2011, la proportion des ménages comptant une personne est passée de 25,3 % à 25,9 % pour un total de 39 930 personnes. Toutefois, cette proportion est inférieure à la moyenne dans l'ensemble du Québec, laquelle est passée de 30,7 % à 32,2 %.

Accroissement de la population : solde migratoire interrégional positif

La croissance de la population à Laval s'explique par un bilan migratoire favorable et un « boom » des naissances.

Depuis 2008, la région de Laval a eu un solde positif croissant dans ses échanges migratoires avec les autres régions du Québec. Cependant, à partir de 2011, on observe une tendance à la baisse de ce solde.

En 2011, pour la première fois, l'immigration internationale, avec un gain de 2 560 personnes, surpasse la migration interrégionale. Elle devient la composante qui contribue le plus à l'accroissement de la population dans la région.

Immigration : 3^e région en importance

En 2006, les personnes nées à l'extérieur du Canada comptaient pour 20,2 % de la population lavalloise, soit 73 565 personnes. En 2011, elles sont au nombre de 96 645 et comptent pour 24,6 %.

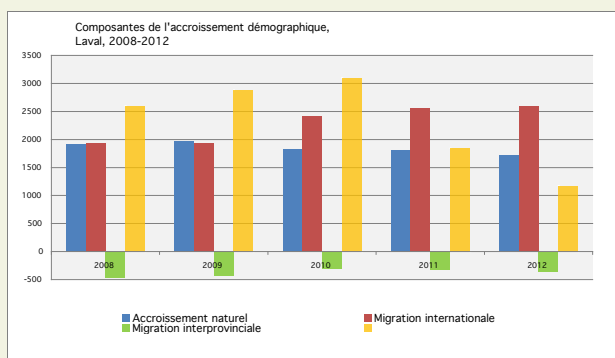
En 2011, la population immigrante récemment arrivée (moins de 5 ans) compte pour 13 275 immigrants. Ils proviennent principalement du Liban, d'Haïti, du Maroc, d'Algérie, de la Roumanie, de France et de Colombie.

En 2011, 36 % des nouveaux immigrants (2002-2009) dans la région de Laval sont âgés entre 25 et 34 ans, et 22,7 % sont des jeunes âgés de moins de 15 ans.

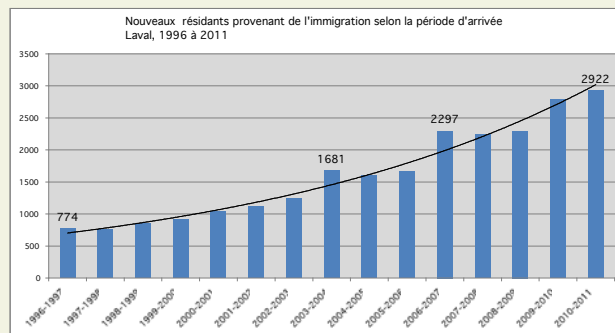
En 2011, la région de Laval constitue la 3^e région de destination des immigrants qui s'établissent au Québec.

Depuis 2006, 5 % des nouveaux arrivants admis au Québec choisissent de s'établir à Laval.

GRAPHIQUE 3



GRAPHIQUE 4



ORIENTATION 1

GAZ À EFFET DE SERRE (GES) ET TRANSPORT DURABLE

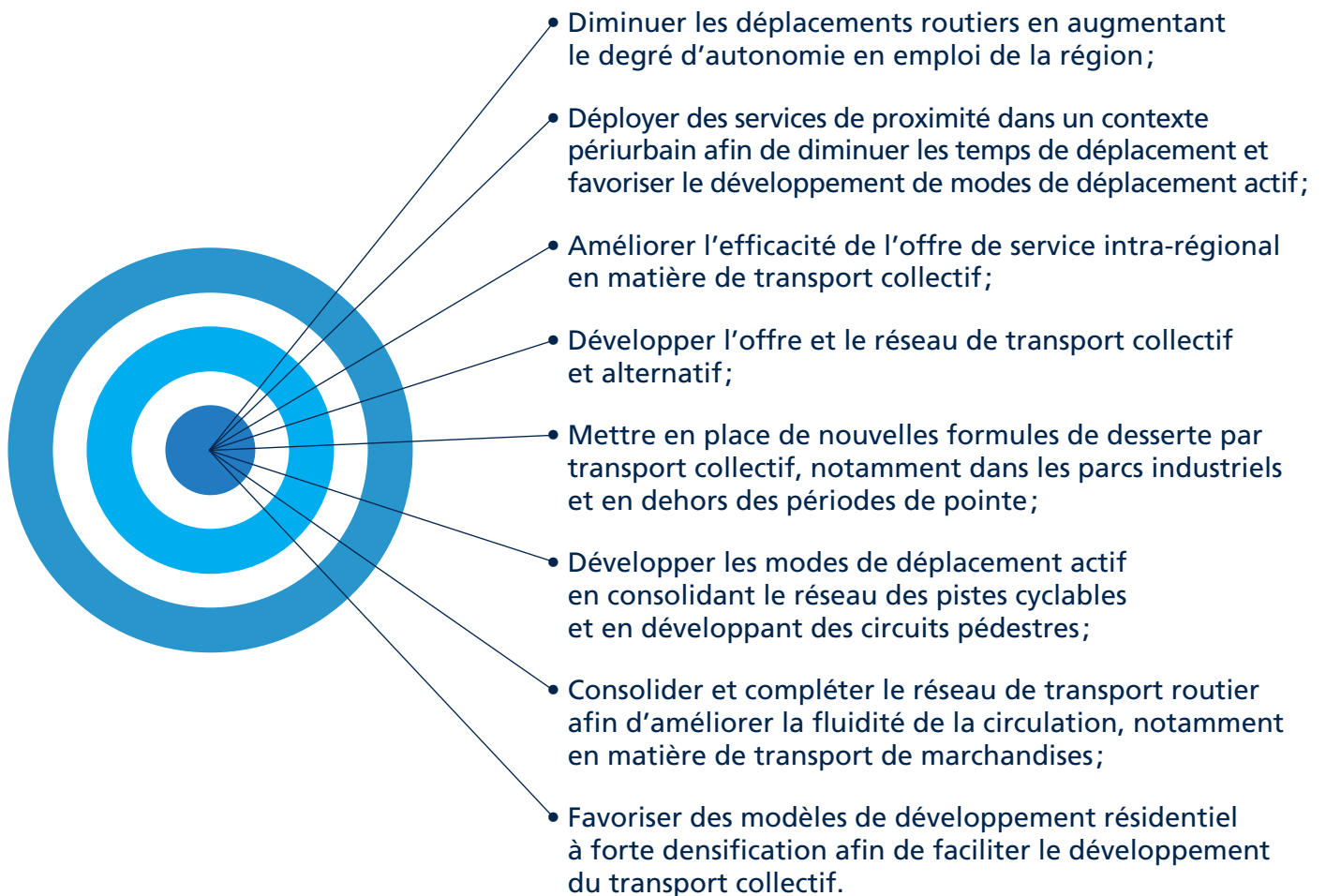
réduire les émissions de gaz à effet de serre liées à la circulation automobile, en agissant sur la demande et les temps de

GAZ À EFFET DE SERRE (GES) ET TRANSPORT DURABLE

ORIENTATION 1

Réduire les émissions de gaz à effet de serre liées à la circulation automobile, en agissant sur la demande et les temps de déplacement, sur l'offre de transport collectif et alternatif et sur la fluidité de la circulation.

OBJECTIFS D'INTERVENTION



ÉTAT DE LA SITUATION

Gaz à effet de serre : importance du transport routier

Selon le portrait des émissions de GES de la CMM, le bilan des GES à Laval se chiffre à 2 616 Kt éq.CO² pour l'année 2006, une faible réduction d'environ 0,2 % par rapport au bilan de 1990, qui lui se chiffrait à 2 621 Kt éq.CO².

Au cours de la même période, le taux d'émissions des GES par habitant à Laval est passé de 8,5 à 7,1 Kt. éq. CO², soit une baisse de 1,4 t.eq. CO².

Le transport routier à Laval représente 87 % des émissions de GES relatives au transport. Ainsi, des 1 297 Kt de GES issus de ce secteur, 42,5 % sont attribuables à l'automobile solo, 30,8 % aux autobus et véhicules lourds et 26,3 % aux camions légers.

Le secteur du transport est celui qui contribue le plus aux émissions de GES sur le territoire lavallois avec 57 % d'émissions en 2006 comparativement à 44 % en 1990.

Modes de déplacement

En 2008, 73,4 % des Lavallois se déplacent en automobile en tant que conducteurs ou passagers et 16,6 % en transport en commun.

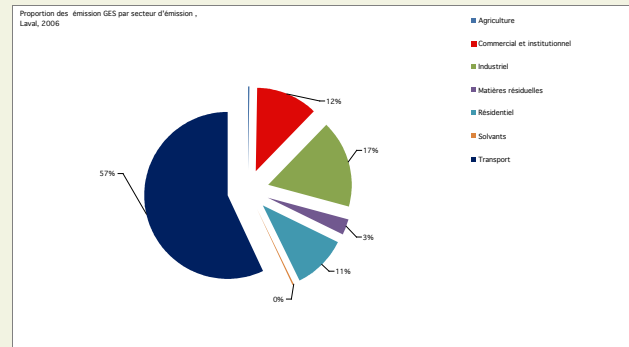
Entre 2008 et 2010, le parc automobile lavallois est passé, selon la SAAQ, de 212 390 à 227 261 véhicules, soit une hausse 7 % (14 871 nouveaux véhicules).

Le nombre moyen d'automobiles par ménage à Laval s'élève à 1,48 en 2011, comparativement à 1,41 en 2006.

En 2009, pour la 1^{ère} fois, le taux de motorisation à Laval est passé sous la moyenne québécoise, bien que ce taux ait augmenté de 3,1 %.

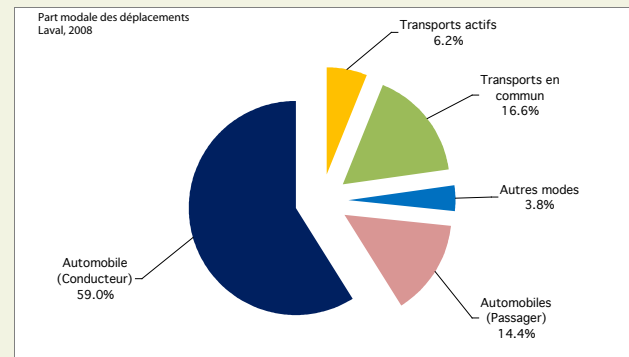
De 2003 à 2008, on note pour Laval, une diminution de 1 % des déplacements en automobile et une augmentation de 31 % des déplacements en transport collectif. (Enquêtes Origine-Destination)

GRAPHIQUE 5



Bilan 2006
2 616 Kt éq.CO²

GRAPHIQUE 6



ÉTAT DE LA SITUATION

Transport collectif

Depuis l'arrivée du métro en 2007, les déplacements en transport collectif ont continué d'augmenter dans la région de Laval.

L'augmentation de l'achalandage en transport en commun se fait plus vite que l'automobile malgré l'augmentation du parc automobile à Laval.

En 2012, l'achalandage du transport en commun se situait à 20,6 millions de déplacements comparé à 19,2 millions de déplacements en 2007, soit une croissance de 6,9 %.

Le réseau de transport adapté a enregistré 356 343 déplacements en 2011, comparativement à quelque 280 000 en 2005.

Transport actif

En 2008, la population lavalloise effectue 5,6 % de ses déplacements à pied et 0,6 % à vélo.

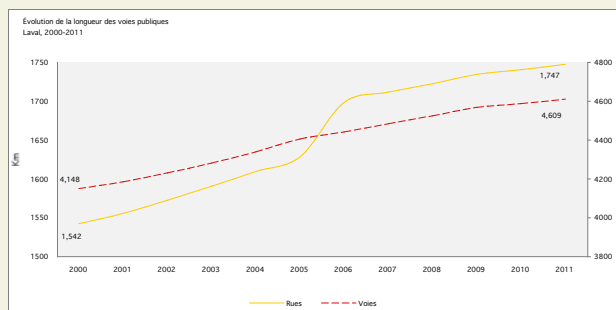
95 % des déplacements à pied des Lavallois se font à moins de 2 kilomètres.

La part modale du vélo dans les déplacements vers le travail à Laval est de 0,7 %, deux fois plus faible que l'ensemble du Québec (1,4 %).

Dans la région de Laval, 50 % des déplacements à vélo se font sur les liens cyclables, 35 % sur les rues à faible circulation et 5 % sur les rues à forte circulation.

En 2012, Laval dispose de 166 km de pistes, bandes cyclables, chaussées désignées, voies multifonctionnelles.

GRAPHIQUE 7



DÉPLACEMENTS DE LA POPULATION LAVALLOISE (24H) PAR MODE, TOUS MOTIFS (SAUF RETOUR AU DOMICILE) 2003-2008

	Enquête O – D 2003	Enquête O – D 2008	Variation
Automobile	303 042 (78,1 %)	293 071 (74,2 %)	-3 %
Transport collectif	29 644 (7,6 %)	40 461 (10,2 %)	36 %
Bimodaux	7 186 (1,9 %)	12 123 (3,1 %)	69 %
Autobus scolaire	21 729 (5,6 %)	23 205 (5,9 %)	7 %
Marche et vélo	23 756 (6,1 %)	23 458 (5,9 %)	-1 %
Autres	2 899 (0,7 %)	2 699 (0,7 %)	-7 %
Total	388 256	395 017	2 %

Infrastructures routières

Le réseau routier sur le territoire lavallois compte 4 autoroutes dans l'axe Nord-Sud (13, 15, 19 et 25) et une autoroute dans l'axe Est-Ouest (440).

En 2012, on dénombre 13 ponts dans la région de Laval, notamment 7 traversant la Rivière-des-Mille-Îles et donnant accès à la Rive-Nord, et 6 ponts chevauchant la Rivière-des-Prairies et donnant accès à l'île de Montréal.

Entre 2008 et 2011, on note une augmentation de 25 km de rues à Laval, passant de 1 722 km à 1 747 km.

Entre 2008 et 2011, la longueur des voies (rue, boulevard, autoroute, etc.) est passée de 4 523 km à 4 609 km, soit une croissance de 86 km.

Transport et emploi

En 2011, on compte 147 300 emplois sur le territoire de Laval contre 137 080 emplois en 2006 et 120 000 en 2001.

En 2006, des 137 080 emplois dans la région de Laval, 54,4 % étaient occupés par des Lavallois.

Entre 2001 et 2006, la proportion des Lavallois travaillant à Laval est passée de 39,7 % à 39,3 %, alors que la part des Lavallois travaillant à Montréal a baissé de 52 % à 45,3 %.

Les Lavallois qui travaillent à l'extérieur de Laval parcourent en moyenne 20 km pour se rendre au travail, tandis que ceux qui travaillent à Laval se déplacent seulement sur 7,3 km. (Enquête Origine-Destination 2008)

BILAN DES PRINCIPALES RÉALISATIONS

Au cours des cinq dernières années, les partenaires lavallois ont réalisé des projets, des programmes et des plans de développement afin de contribuer à une gestion plus responsable de leur territoire.

VILLE DE LAVAL

- + Adoption d'un Plan d'urbanisme durable - Évolucité axé sur les déplacements actifs, le transport en commun, l'optimisation de la densité et la qualité du cadre bâti, notamment à proximité des stations de métro, des gares et des corridors à haut niveau de service;
- + Adoption d'un Plan de mobilité durable qui a pour objectif de réduire de 50 % les GES par habitant liés au transport des Lavallois d'ici 2031 (en collaboration avec la STL) (2011);
- + Réalisation d'un inventaire complet des GES sur le territoire et dépôt à la Fédération canadienne des municipalités qui administre le programme Partenaire pour la protection du climat (2008);
- + Mise en place d'un programme novateur de compensation des GES générés par les travaux effectués dans le cadre de projets de développement (2011);
- + Réalisation de plusieurs études afin d'évaluer différents projets susceptibles de consolider l'offre de transport collectif à Laval (5 stations de métro additionnelles, tramway aérien, bus électriques);
- + Plusieurs initiatives de sensibilisation menées dans la région pour la réduction des GES :
 - Couper les moteurs
 - Agissons contre les GES
 - En ville sans ma voiture

BILAN DES PRINCIPALES RÉALISATIONS

- + Élaboration d'un Plan de mobilité active qui a pour objectif de faire passer la part modale du transport actif de 7 % à 14 % d'ici 2031.

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE LAVAL

- + Extension du réseau de transport collectif;
- + Mise en place d'un réseau de bus à haut niveau de service (BHNS);
- + Amélioration de l'offre de service en période de pointe, mais également hors pointe, notamment en soirée et la nuit;
- + Performance du service par des temps de parcours compétitifs par rapport à l'auto solo, notamment grâce au développement de mesures préférentielles;
- + Mise en place d'un système informationnel pour faciliter les déplacements des usagers;
- + Amélioration des correspondances et mise en service de nouveaux circuits de desserte des gares et des services de train-bus;
- + Mise en place de liaisons directes de plus en plus diversifiées vers les destinations montréalaises;
- + Ajout de nouvelles lignes d'autobus régulières et d'un service d'appoint par taxi collectif pour desservir les zones industrielles;

- + Amélioration de l'accessibilité du réseau aux personnes handicapées, à mobilité réduite et aux aînés;
- + Promotion de la pratique du covoiturage et de l'autopartage (projet CLIC, projet Communauto);
- + Installation de supports à vélo sur les autobus;
- + Opération Alerte au Smog visant à inciter les Lavallois à utiliser les transports en commun pendant les jours de smog (1 500 véhicules sont retirés de la circulation chaque jour de smog).

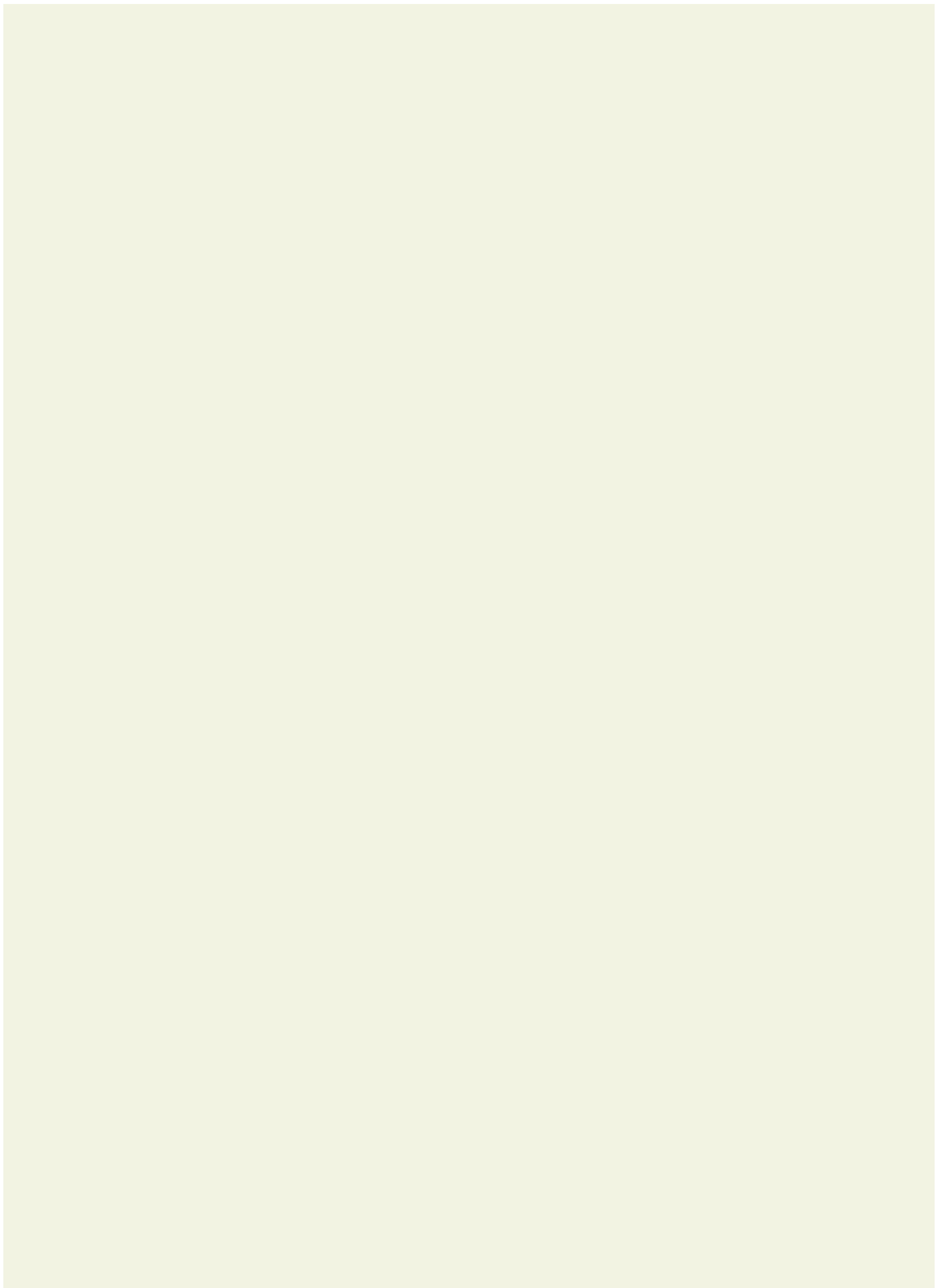
CRÉ DE LAVAL ET AUTRES PARTENAIRES

- + Construction du pont de la 25 qui contribue à faciliter le transport routier et à favoriser l'attractivité de la région;
- + Implantation par la CRÉ de Laval et ses partenaires du projet Mon école à pied, à vélo : sensibilisation d'une vingtaine d'écoles primaires de Laval pour inciter les jeunes du primaire à se rendre à l'école à pied ou à vélo;
- + Adoption par la CSDL d'un Plan de mobilité active;
- + Initiatives de sensibilisation à la réduction des GES par le Conseil régional en environnement
 - L'heure pour la Terre
 - Le Défi Climat

GRANDS CONSTATS DES CONSULTATIONS RÉGIONALES

- Le bilan est prometteur : la région est dans une bonne direction quant au développement du transport durable;
- Le secteur des transports demeure le plus grand émetteur de GES, d'où l'importance d'agir de façon concertée à ce niveau;
- La diminution de l'utilisation de l'automobile sur les routes lavalloises représente l'enjeu majeur pour la réduction des GES;
- Nécessité d'intensifier les efforts en matière de sensibilisation et de développement de formules alternatives à l'auto-solo;
- La réticence de la population à l'utilisation du transport alternatif (covoiturage) en dépit des stationnements incitatifs devrait faire l'objet de réflexions;
- La mise en place d'actions visant à freiner l'acquisition de la 2^e voiture auprès des familles et de la 1^e voiture auprès des jeunes devrait être priorisée;
- L'aménagement du territoire joue un rôle majeur dans le choix des modes de déplacements;
- Le développement du transport en commun et la densification du territoire sont des enjeux inter-reliés;

- La croissance plus rapide de l'achalandage en transport en commun par rapport à l'utilisation de l'automobile, malgré l'augmentation du nombre de véhicules, est encourageante et incite à poursuivre les actions;
- Nécessité de sensibiliser le consommateur aux effets néfastes des GES sur la santé pour induire un changement de comportement;
- Perception d'insécurité dans les déplacements à vélo, d'où la nécessité d'implanter des mesures correctrices;
- Nécessité de développer le transport actif en tenant compte de l'accessibilité, de la continuité, de l'interconnectivité, de l'utilité, de la fonctionnalité et de la sécurité;
- Peu de stratégies d'attraction à l'emploi à Laval auprès des Lavallois travaillant à l'extérieur de la région ont été développées;
- Pour diminuer les GES de façon significative et atteindre les objectifs inscrits au plan de mobilité durable d'ici 2031, il faudra compter sur des investissements massifs des gouvernements en matière de transport en commun, notamment pour compléter le réseau du métro lavallois et pour développer davantage de stationnements incitatifs.



ORIENTATION 2

MODES DE CONSOMMATION RESPONSABLES

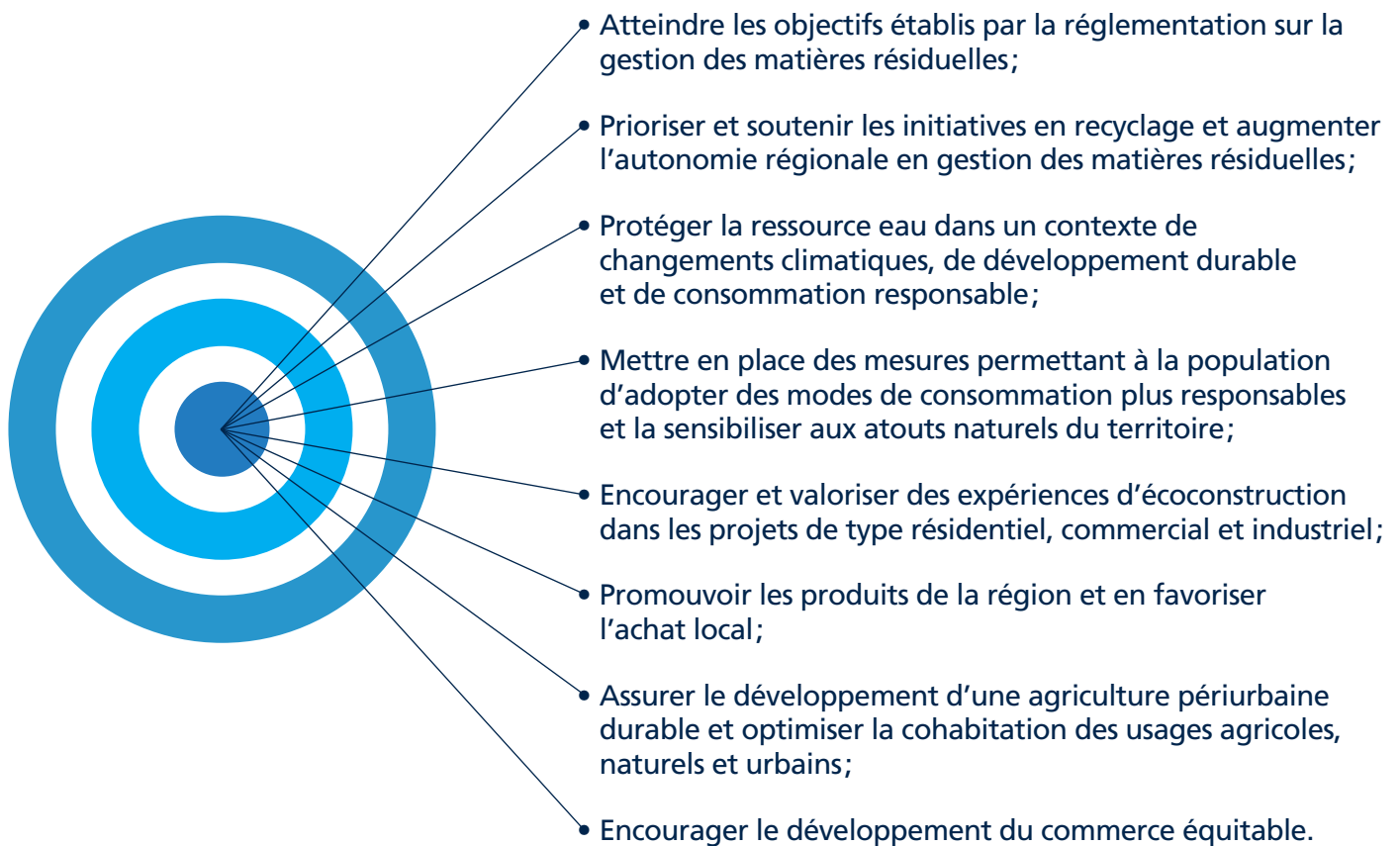
Adopter des modes
de consommation plus
responsables envers
l'environnement,
particulièrement pour

MODES DE CONSOMMATION RESPONSABLES

ORIENTATION 2

Adopter des modes de consommation plus responsables envers l'environnement, particulièrement pour la gestion des matières résiduelles et la consommation d'eau et d'énergie.

OBJECTIFS D'INTERVENTION



ÉTAT DE LA SITUATION

Gestion des matières résiduelles

Matières éliminées

De 2007 à 2011, on observe une baisse graduelle de la quantité des déchets éliminés pour l'ensemble du territoire lavallois, qui passe de 147 565 à 142 235 tonnes, soit une diminution de 5 330 tonnes (- 3,7 %).

De 2007 à 2011, on observe une diminution des déchets éliminés produits par habitant, passant de 386,6 à 352,4 kg (- 9,7 % kg).

Baisse de la quantité totale des matières enfouies malgré la croissance de la population lavalloise.

Matières recyclables

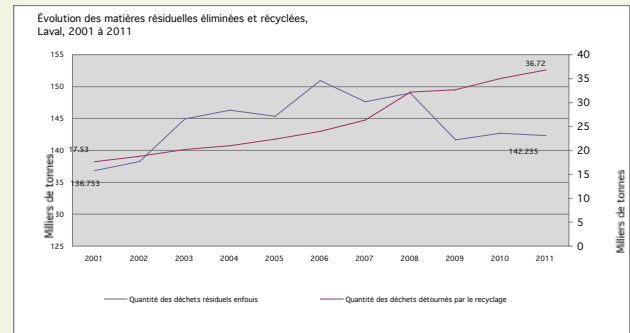
Entre 2007 et 2011, la quantité de déchets mis au recyclage a connu une augmentation de 40 %, passant de 26 222 à 36 719 tonnes.

Au cours de cette même période, la quantité de déchets mis au recyclage par habitant dans la région a suivi la même tendance, passant de 68,7 à 90,9 kg (+ 32,3 %).

Entre 2009 et 2011 :

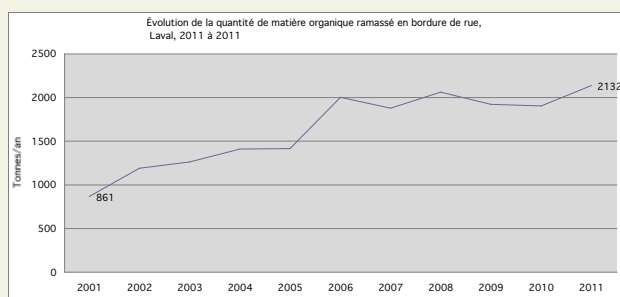
- 103 534 tonnes de matières recyclables ont été collectées;
- 427 027 tonnes de déchets collectés;
- 64 % de récupération de matières recyclables en 2011.

GRAPHIQUE 8



ÉTAT DE LA SITUATION

GRAPHIQUE 9



Matières organiques

La quantité de matières organiques ramassées en bordure de rue et compostées connaît une évolution à la hausse. Elle passe de 1 874 tonnes en 2007 à 2 132 tonnes en 2011 (+1 258 tonnes);

Concernant la quantité de matières organiques collectées et compostées par habitant, on observe une tendance similaire à la hausse de 2007 (4,9 kg) à 2011 (5,2 kg).

Préservation et mise en valeur des espaces naturels

En 2004, selon les travaux et études réalisés par Ville de Laval, la région comptait :

- 740 milieux humides, dont 338 en zone blanche, pour 322 hectares;
- 1 700 hectares de superficie boisée répartis sur 15 ensembles forestiers, ce qui représente près de 7 % du territoire lavallois.

En 2009, la superficie du milieu naturel protégé est de 961 ha, ce à quoi s'ajoutent 330 hectares de milieux naturels dédiés à la conservation et à la mise en valeur.

En tout, près de 4,8 % de la superficie totale du territoire (26 627 hectares) est protégée par une législation environnementale.

Achat local

Plusieurs initiatives ont été mises en place pour encourager l'achat des produits locaux dans la région de Laval.

Depuis 2009, la Coopérative Paniers-Saveurs assure pendant 10 semaines la livraison sur les lieux de travail de paniers de fruits et légumes cultivés et cueillis à Laval.

Le projet « Saveur de Laval au menu », en partenariat avec l'organisme Équiterre, offre un accompagnement aux établissements de santé, de restauration et de milieux de garde qui souhaitent s'approvisionner de produits frais lavallois.

D'autres initiatives, tels des circuits agrotouristiques, visant à faire connaître les produits du terroir ont été développées :

- Les chemins de la nature;
- La venue des récoltes;
- La route des fleurs.

MILIEUX NATURELS PROTÉGÉS	SUPERFICIE (HA)
Aires protégées par le gouvernement du Québec (MDDEP et MRNF) (habitat faunique, habitat floristique, réserve naturelle et refuge faunique)	188
Bandes riveraines non bâties, littoral et zone inondable 0-20 ans bâtis	599
Parcs et berges naturels, aménagements particuliers et îles	131
Bois La Source (Entente de conservation MDDEP/Laval)	43
SOUS-TOTAL	961
Propriétés municipales dans les zones d'aménagement écologique particulières	330
TOTAL	1291
Superficie totale du territoire incluant les îles et les rivières	26 627
PROPORTION DU TERRITOIRE	4,8 %

BILAN DES PRINCIPALES RÉALISATIONS

Bilan sur les matières résiduelles

VILLE DE LAVAL

- + Adoption d'un Plan de gestion des matières résiduelles 2012-2017;
- + Publication en 2010 du guide de gestion des matières résiduelles dans les immeubles municipaux;
- + Élaboration et adoption du programme de valorisation des matières résiduelles appelé Objectif 0 déchet pour les 143 édifices municipaux;
- + Publication du guide de récupération en ligne afin de lister les entreprises et les organismes offrant un service de récupération de différents types de matières résiduelles;
- + Campagne de réduction de papier menée auprès des employés de la ville afin de diminuer de 3 à 30 % les seize (16) millions de feuilles de papier consommées chaque année;
- + Adoption et mise en œuvre de la politique de conservation et de mise en valeur des milieux naturels d'intérêt (2009);
- + Poursuite et agrandissement du programme de préservation de la végétation riveraine sur treize berges ciblées et un milieu humide.

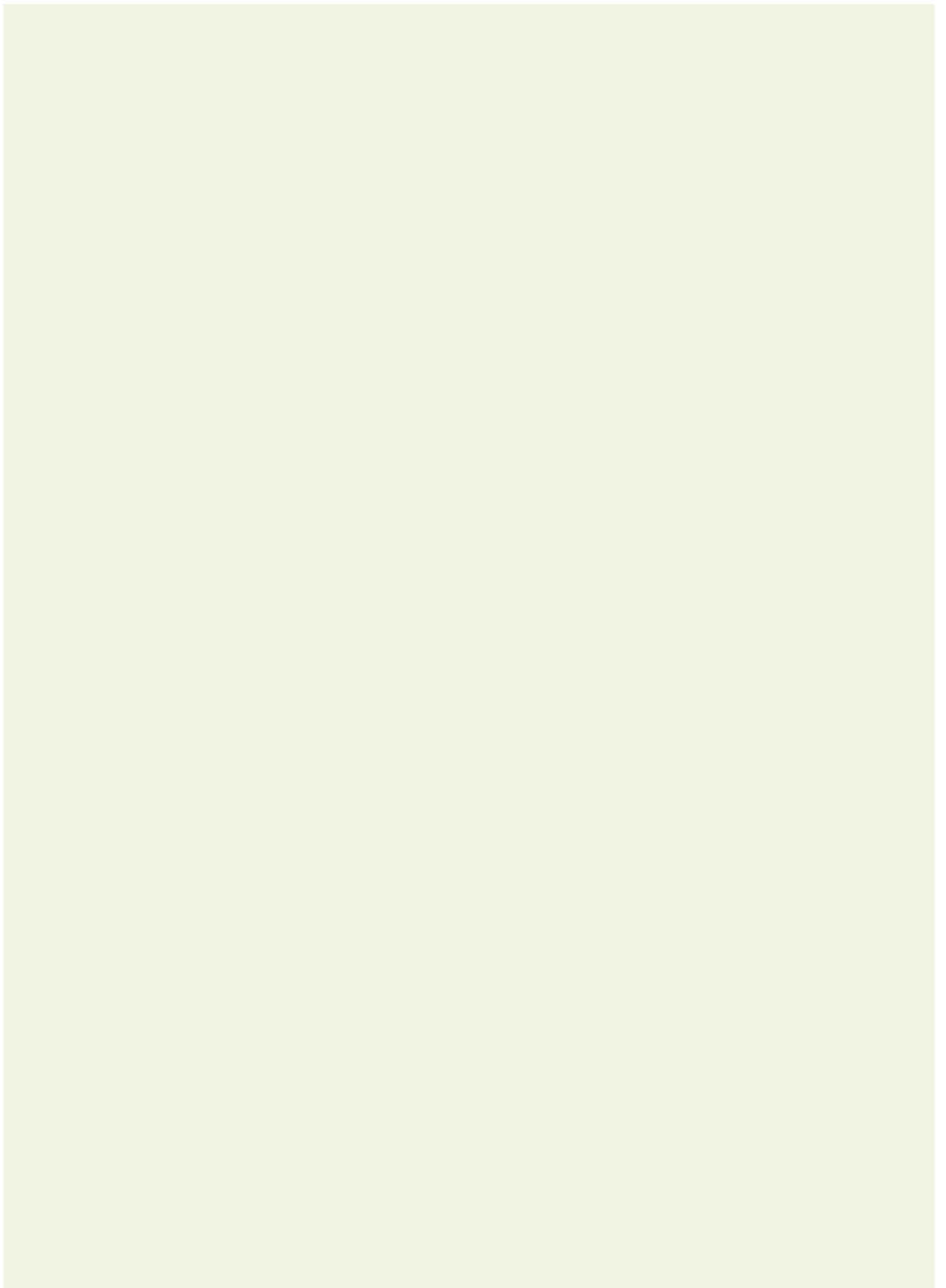
CRÉ DE LAVAL ET AUTRES PARTENAIRES

- + Récupération de plus de 6,5 tonnes de piles toxiques à travers le programme de récupération de piles en milieu scolaire, touchant une quarantaine d'écoles (programme AVEC);
- + Soutien à la réalisation et à la mise en œuvre du plan d'action de l'Association pour la protection du boisé Sainte-Dorothée;
- + Soutien à la réalisation du plan quinquennal de développement pour la conservation du Boisé Papineau;
- + Soutien à la réalisation du projet de la Route Bleue du Grand Montréal par Éco-Nature, phase 1 et phase 2;
- + Soutien à la réalisation d'une étude d'implantation d'un Centre d'interprétation du Parc de la Rivière-des-Mille-Îles, d'un plan d'affaires et d'un plan concept du Centre, incluant un audit technique.
- + Élaboration du « Portrait énergétique de la région de Laval » par le Conseil régional de l'environnement de Laval (2012);
- + Agrandissement du refuge faunique de la Rivière-des-Mille-Îles;
- + Poursuite de la mise en œuvre des projets métropolitains pour la trame verte et bleue, notamment le Parc de la Rivière-des-Mille-Îles.

GRANDS CONSTATS DES CONSULTATIONS RÉGIONALES

- Il n’y a pas de consensus régional pour qualifier et quantifier l’évolution des aires protégées à Laval;
- Nécessité de développer une compréhension commune des définitions et concepts reliés à la protection des milieux humides et des aires protégées, de sorte à se doter de stratégies consensuelles;
- Nécessité de mettre en place un lieu commun de médiation en regard à la protection du territoire et de la biodiversité;
- Nécessité d’accélérer la conservation et la protection des milieux naturels, notamment dans les sites accessibles au grand public;
- Nécessité d’impliquer les citoyens, y compris les citoyens corporatifs, afin qu’ils contribuent à la protection de la biodiversité;

- Nécessité de miser sur la réduction à la source des matières résiduelles par des mesures réglementaires et par la sensibilisation du public, des institutions et des entreprises lavalloises;
- Nécessité de développer des interventions ciblées auprès des ICI;
- Nécessité de poursuivre les actions et d’aménager le territoire de façon à réduire les îlots de chaleur;
- Nécessité de réfléchir à des stratégies pour sauver les trois grandes îles (île Saint-Joseph, île aux Vaches, île Saint-Pierre);
- Nécessité de consolider et développer l’agriculture périurbaine et urbaine.



ORIENTATION 3

ÉCONOMIE ET MAIN-D'ŒUVRE

relever les défis lavallo
 inhérents à la disponibi
 e la main-d'œuvre et à
 productivité, notamme
 es secteurs manufactur

ÉCONOMIE ET MAIN-D'ŒUVRE

ORIENTATION 3

Relever les défis lavallois inhérents à la disponibilité de la main-d'œuvre et à la productivité, notamment dans les secteurs manufacturiers et agricoles, et renforcer la structure économique lavalloise en misant sur les secteurs à haute valeur ajoutée. Inciter les entreprises lavalloises à miser sur les opportunités d'affaires induites par les nouvelles exigences du développement durable.

OBJECTIFS D'INTERVENTION



ÉTAT DE LA SITUATION

Marché du travail

Entre 2008 et 2012, la population active est passée de 218 600 à 232 000, ce qui représente une croissance de 6,1 % (13 400 personnes).

Entre 2008 et 2012, la population lavalloise en emploi connaît une augmentation de 4,4 % (9 100), passant de 204 100 à 213 200.

Cette augmentation de la population lavalloise en emploi représente 8,7 % du total des emplois créés dans l'ensemble du Québec.

Taux de chômage

Entre 2008 et 2012, le taux de chômage dans la région de Laval connaît une croissance de 1,5 % pour se situer à 8,1 %, comparativement à une augmentation de 0,6 % dans l'ensemble du Québec.

Depuis 2011, le chômage touche davantage les femmes que les hommes. En 2012, on compte 10 300 lavalloises (54,8 %), contre 8 500 lavallois (45,2 %) au chômage.

Entre 2008 et 2012, le chômage affecte plus particulièrement les tranches d'âge de 15-24 ans et de 45-54 ans.

Entre 2008 et 2012, la durée moyenne au chômage a crû dans la région, passant de 15,9 à 22,6 semaines (+ 6,7 semaines), comparativement à l'ensemble du Québec (+ 4,2 semaines).

En 2012, la région de Laval compte 18 800 chômeurs. Pour la première fois, le taux de chômage à Laval se situe au-dessus de la moyenne québécoise.

Formation de la main-d'œuvre

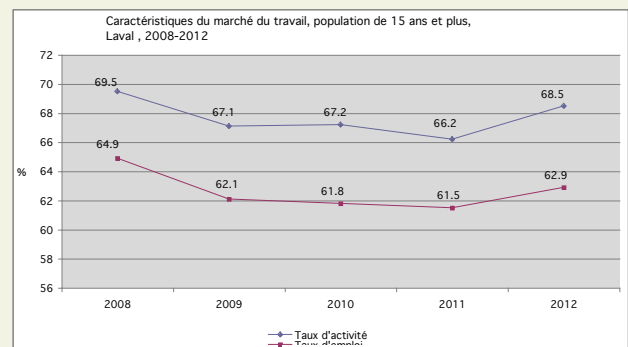
En 2011, Laval est la 2^e région possédant la proportion la plus élevée des travailleurs ayant au minimum un diplôme d'études secondaires (92,6 %) contre 81,7 % en 2001 (Montréal, 92,7 %).

Elle est également au 2^e rang au chapitre des travailleurs possédant un grade universitaire (28,3 %) en 2011 et 17,6 % en 2001 contre 39,9 % à Montréal.

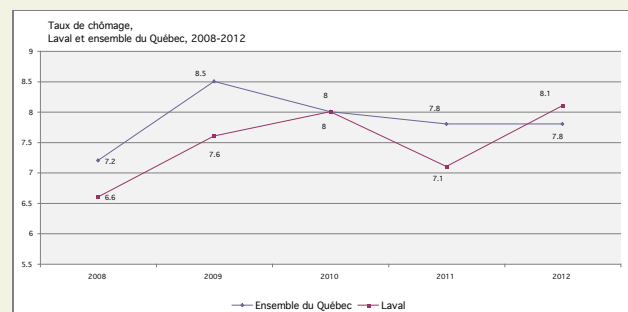
En 2011, 47,4 % des Lavallois à la recherche d'un emploi détiennent un diplôme d'études postsecondaires, comparativement à 34,6 % en 2001.

En 2011, 16,7 % des Lavallois à la recherche d'un emploi détiennent un grade universitaire, comparativement à 8,3 % en 2001.

GRAPHIQUE 10



GRAPHIQUE 11



ÉTAT DE LA SITUATION

Structure industrielle et espaces disponibles

En 2011, Laval compte 10 849 entreprises. Leur répartition par grands secteurs d'activités montre que 79,5 % d'entre elles sont dans le secteur tertiaire de l'économie lavalloise, 55,3 % des entreprises lavalloises ont moins de 5 employés et 40 % ont entre 5 et 49 employés.

La région de Laval compte sur son territoire trois zones industrielles réparties géographiquement au centre, à l'est et à l'ouest de son territoire.

Dans ces zones, on retrouve 12 parcs industriels regroupant les entreprises du secteur manufacturier, et du secteur scientifique, technique et R&D.

Depuis 10 ans, 33 nouvelles entreprises industrielles en moyenne s'installent dans la région de Laval chaque année.

La région dispose de 25 millions de pieds carrés de terrains industriels disponibles, dont environ 7 millions sont potentiellement développables à court terme.

Par ailleurs, le taux d'inoccupation des bâtiments industriels a baissé de 2,7 %. Il est passé de 11 % en 2008 à 8,3 % en 2011.

Depuis 10 ans, environ 3 millions de pieds carrés d'espaces industriels sont consommés annuellement. La moyenne est cependant à la baisse depuis 2006.

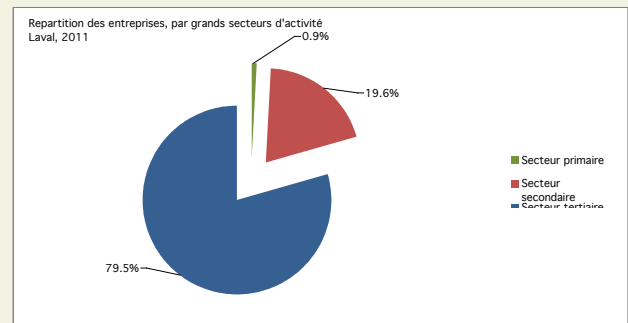
Indice de développement économique et de diversité industrielle

L'indice de développement économique analyse la réalité économique de la région selon quatre composantes : la démographie, le marché du travail, le revenu et la scolarité.

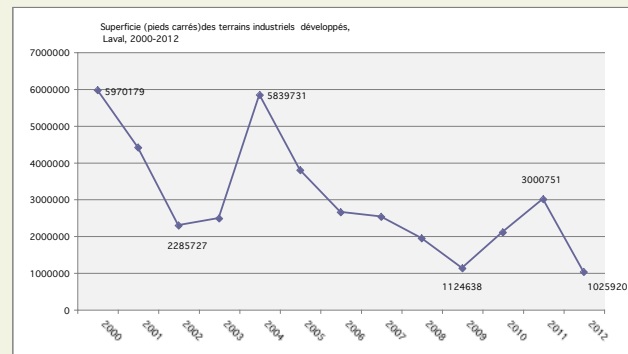
Entre 2006 et 2011, l'indice de développement économique à Laval a connu une croissance marquée de 4,5 points, passant de 100,5 à 105,0, ce qui représente le 2^e indice de développement économique le plus élevé au Québec après la région de la Capitale-Nationale.

Entre 2006 et 2011, la région de Laval a maintenu son indice de diversité industrielle, passant de 0,712 à 0,718 (+ 0,006 point d'indice), ce qui la classe au 4^e rang dans l'ensemble du Québec.

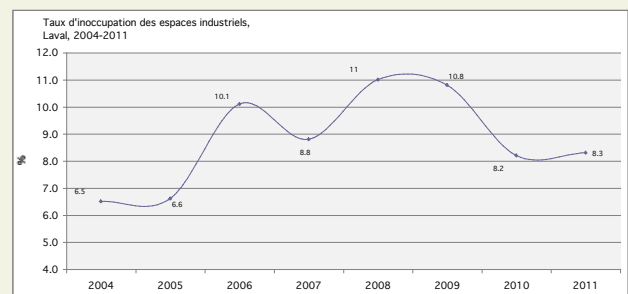
GRAPHIQUE 12



GRAPHIQUE 13



GRAPHIQUE 14



Pôle de développement économique

Pour maintenir son économie, la région de Laval mise sur le développement des pôles d'excellence.

5 pôles de développement économique ont été déterminés et un sixième est en élaboration, soit l'Enviropôle. Ce pôle valorisera le développement durable afin de stimuler l'économie de la région.

La moyenne des investissements annuels pour la période 2003-2007 était de 506 816 458 \$, comparativement à 499 720 955 \$ pour la période 2008-2012.

Développement agricole

En 2010, la zone agricole dans la région de Laval couvrait une superficie de 7 136 hectares, soit 29 % de la superficie terrestre du territoire.

En 2010, les terres cultivées occupaient 44 % de la zone agricole.

Entre 2004 et 2010, le nombre d'exploitants agricoles à Laval a chuté de 25 %, passant de 160 à 120.

En 2010, 7,5 % des 120 exploitations agricoles sur le territoire lavallois prévoient de vendre dans les cinq prochaines années.

En 2011, les activités agricoles ont généré 63,5 M \$ de revenus, dont 99 % provenaient des productions végétales.

En forte croissance depuis 5 ans, le secteur de la transformation alimentaire compte 83 entreprises et génère des recettes de 600 M \$ et plus de 2 300 emplois.

Développement touristique

En 2012, Laval enregistre le meilleur taux d'occupation au Québec. Ce taux se situe à 68,3 % comparé à 52,5 % pour l'ensemble du Québec.

Entre 2008 et 2012, l'achalandage dans les hôtels lavallois a connu une croissance de 5,5 %.

En 2012, le segment affaires demeure encore le principal marché au niveau de l'hébergement avec 52 % contre 48 % pour le secteur agrément.

Entre 2008 et 2012, les recettes touristiques de la région ont fait un bond de 32 % pour atteindre 191,5 M \$.

En 2012, l'industrie touristique compte 917 entreprises dans la région de Laval.

En 2012, le secteur de la restauration et des services alimentaires compte à lui seul sur quelque 710 établissements pour 6 900 emplois et des recettes de 290 M \$.

INVESTISSEMENT PAR PÔLE, LAVAL, 2008-2012

	2008	2009	2010	2011	2012	Total
Agropôle	44 086 235 \$	20 651 950 \$	6 353 500 \$	112 259 830 \$	33 782 468 \$	217 133 983 \$
Biopôle	315 212 559 \$	233 087 990 \$	184 542 200 \$	233 960 396 \$	255 171 450 \$	1 221 974 595 \$
e-Pôle	80 491 541 \$	29 464 714 \$	35 015 585 \$	72 627 966 \$	27 193 519 \$	244 793 325 \$
Pôle industriel	189 569 577 \$	97 590 289 \$	149 361 878 \$	116 041 059 \$	150 255 420 \$	702 818 223 \$
Récréotourisme	11 007 500 \$	18 102 951 \$	20 002 403 \$	23 167 146 \$	39 604 650 \$	111 884 650 \$
Total	640 367 412 \$	398 897 894 \$	395 275 566 \$	558 056 397 \$	506 007 507 \$	2 498 604 776 \$

ÉTAT DE LA SITUATION

Développement de l'entrepreneuriat privé et collectif

En 2006, la région de Laval comptait 8 350 propriétaires d'entreprises comparativement à 7 525 en 2001, soit une augmentation de 10,9 %.

En 2006, le taux entrepreneurial des propriétaires d'entreprises parmi la population lavalloise âgée de 15 à 79 ans est de 2,9 %, supérieur à la moyenne québécoise (2,7 %).

39,7 % des entrepreneurs lavallois sont propriétaires d'entreprises et 60,3 % sont des travailleurs autonomes.

En 2006, à Laval, un propriétaire d'entreprise sur quatre est une femme (23,5 %).

21,8 % des jeunes de 18-34 ans manifestent une intention de créer une entreprise contre 18,7 % dans l'ensemble de la province.

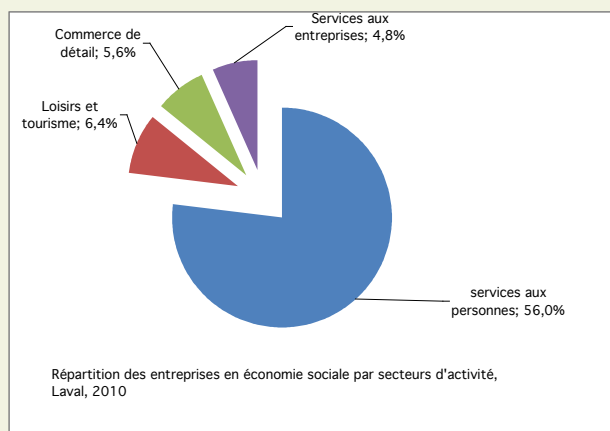
En 2006, le taux d'entrepreneurs en fermeture d'entreprise de Laval (2,3 %) est le plus élevé au Québec (1,6 %).

Entreprise d'économie sociale

En 2012, le portrait des entreprises de l'économie sociale dans la région de Laval se présente comme suit :

- 21 entreprises;
- 21 735 802 \$ de chiffres d'affaires;
- 647 emplois;
- 230 000 personnes rejointes.

GRAPHIQUE 15



BILAN DES PRINCIPALES RÉALISATIONS

ÉCONOMIE

- + Les investissements à Laval se situent en moyenne autour du milliard et demi de dollars, tous secteurs confondus : industriel, commercial, institutionnel et résidentiel;
- + L'expansion des entreprises existantes occupe une grande place dans les investissements industriels;
- + Réalisation d'une Entente spécifique pour accompagner et promouvoir le développement de l'économie sociale et réalisation de nombreuses activités de sensibilisation et de formation au potentiel de développement de l'économie sociale;
- + Création, consolidation et développement par le CLD de Laval, en collaboration avec la CRÉ de Laval, de 26 projets d'économie sociale pour des subventions de près de 1,5 M \$ et des investissements totaux de près de 10 M \$;
- + Élaboration d'un guide sur la gouvernance pour les dirigeants du secteur de l'économie sociale et mise en œuvre d'un plan régional de formation;
- + Mise en place de l'organisme « Femmessor Laval » dédié à la promotion et au développement de l'entrepreneuriat féminin à Laval;
- + Réalisation d'activités de promotion de l'entrepreneuriat et mise en place d'une Table régionale en entrepreneuriat;
- + Mise en place d'un magazine régional (MAG) par la CCIL et les partenaires de la région.

TOURISME

- + Croissance de l'offre d'attraits touristiques dans le segment agrément par l'arrivée de nouveaux venus localisés principalement dans la zone centrale (Centropolis) et majoritairement constitués de petites entreprises;

- + Renforcement du positionnement de destination récréotouristique grâce à l'arrivée de nouveaux joueurs tels SkyVenture et Maeva Surf, à la venue de Cavalia, au renouvellement complet de l'offre du Cosmodôme et au repositionnement du Mondial Loto-Québec de Laval;
- + Réalisation d'une Entente de partenariat régionale en tourisme pour soutenir le développement de ce secteur de l'industrie et création d'un pôle touristique à Laval Technopole;
- + Réalisation de nombreuses études et démarches intensives pour l'implantation d'un centre de foires commerciales à Laval.

ADÉQUATION FORMATION ET MAIN-D'ŒUVRE

- + Mise en œuvre du « Pacte régional pour l'emploi et du Pacte plus pour l'emploi » par Emploi-Québec, visant l'intégration des clientèles éloignées du marché du travail;
- + Mise en place d'un comité conjoint adéquation formation-emploi par la Créduc et le Conseil régional des partenaires du marché du travail;
- + Mise en place d'un comité clientèle immigrante au sein du Conseil régional des partenaires du marché du travail;
- + Amélioration de la fluidité des parcours de formation entre les institutions régionales;
- + Concertation régionale pour l'évaluation des besoins de la main-d'œuvre;
- + Élaboration d'un plan d'aménagement de l'offre professionnelle et technique;
- + Mise en place d'un projet qui vise à inventorier les besoins de formation des entreprises et à travailler de concert avec les partenaires régionaux en éducation, afin d'adapter leur offre de formation;
- + Mise en place d'un partenariat pour le développement d'un service de mobilité internationale au CLD de Laval et de recrutement de main-d'œuvre stratégique;

BILAN DES PRINCIPALES RÉALISATIONS

- + Consolidation de l'offre de formation en entrepreneuriat (CLD, CSDL);
- + Augmentation de l'offre en formation à Laval :
 - Implantation du campus de l'Université de Montréal;
 - Agrandissement du Collège Montmorency.
- + Étude de faisabilité pour la mise en place du site internet « lavaltravail.com », destiné à valoriser Laval comme milieu de travail;
- + Mise en place d'un portail regroupant l'ensemble des services de développement économique de la région;
- + Réalisation, par la TCLCF, d'un portrait de femmes vulnérables au niveau de la santé et de l'emploi;
- + Réalisation de projets d'accompagnement et de maillage visant à sensibiliser les entreprises à l'embauche des personnes immigrantes et à accompagner celles-ci vers un parcours à l'emploi, avec le CIL et Perspective Carrière.

CENTRE DE RECHERCHE

- + Implantation d'un centre intégré en cancérologie et d'un laboratoire d'ingénierie du mouvement.

CONCILIATION TRAVAIL-FAMILLE-ÉTUDE

- + Soutien de Réussite Laval à la mise en place par le CCIL d'un programme de certification des entreprises qui s'engagent à soutenir la réussite scolaire des jeunes à leur emploi.

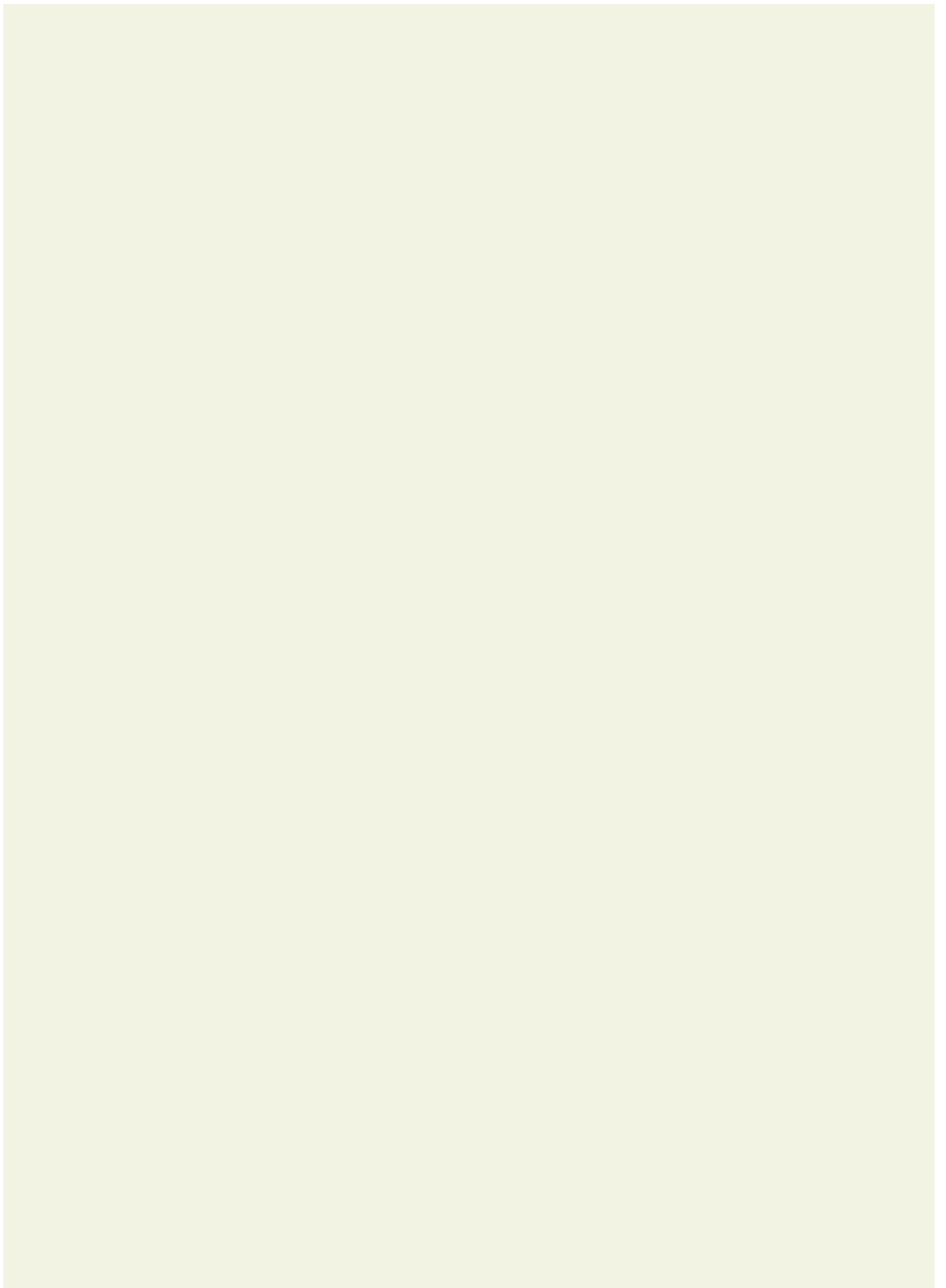
DÉVELOPPEMENT AGROALIMENTAIRE

- + Mise en œuvre d'une Entente spécifique en agroalimentaire;
- + Réalisation d'un plan de valorisation de « Saveur de Laval.com ...Moi j'achète local! » et soutien à la mise en œuvre de ce plan pour valoriser la commercialisation des produits lavallois;
- + Réalisation d'un Plan stratégique de développement du secteur agroalimentaire de Laval 2010-2015 « Vers une cité agroalimentaire » par la TCAAL;
- + Développement d'un programme de fidélisation « Saveur de Laval »;
- + Réalisation d'un portrait de l'agriculture périurbaine à Laval;
- + Accompagnement et support au développement d'entreprises agrotouristiques;
- + Développement d'un projet de plateforme collaborative de transformation agroalimentaire;
- + Soutien au démarrage de « L'Espace gastronome » dédié à la commercialisation des produits locaux.

GRANDS CONSTATS DES CONSULTATIONS RÉGIONALES

- Plusieurs facteurs sont susceptibles de nuire à la compétitivité de Laval et à l'implantation d'entreprises dans la région :
 - Raréfaction des terrains industriels exploitables à court terme dans la région de Laval;
 - Hausse des prix de terrains à vocation industrielle;
 - Délais trop longs (18 à 24 mois) pour l'implantation ou l'expansion des entreprises dûs à l'alourdissement des procédures d'autorisation et, conséquemment, risque de délocalisation ou de relocalisation d'entreprises.
- Transformation de l'économie lavalloise vers une économie de services, d'où la nécessité de développer l'environnement technologique numérique pour accueillir les entreprises de services à haute valeur ajoutée;
- Nécessité de doter Laval d'une stratégie de développement de l'économie et de l'emploi au-delà du plan de développement économique de la CMM et/ou de la planification métropolitaine du développement de l'emploi;
- Parmi les grappes métropolitaines, seule la grappe « science de la vie » interpelle véritablement l'économie lavalloise;
- Nécessité de mettre l'accent sur les secteurs de l'économie lavalloise tels les produits métalliques, les produits électroniques et la sous-traitance aérospatiale;
- La fibre optique n'est pas présente partout à Laval et les bornes WI-FI sont insuffisantes;
- Création d'emploi insuffisante par rapport à l'augmentation de la population active réduisant ainsi le degré d'autonomie en emploi de la région;

- Adéquation entre l'offre de formation et l'emploi à améliorer;
- Rareté d'une main-d'œuvre stratégique, qualifiée et spécialisée;
- Défis d'intégration socioprofessionnelle des immigrants;
- Démonstration à faire de la complémentarité de l'offre de formation professionnelle et technique régionale;
- Diminution de la concentration des producteurs horticoles;
- Vieillesse des producteurs agricoles et absence de relève;
- Coûts élevés de la main d'œuvre et des autres facteurs de production avec pour corollaire la pression à la hausse des prix des denrées agricoles;
- Valeur élevée des terres agricoles en zone blanche, ce qui favorise la vente de ces terres;
- Absence d'un véritable produit d'appel touristique identitaire à la région de Laval;
- Croissance du tourisme d'agrément par rapport au tourisme d'affaire;
- Difficulté de réalisation de certains projets d'infrastructures majeurs pour consolider l'offre touristique (Parc de la Rivière-des-Milles-Îles, CIBAF, Place Bell, Centre de foires);
- Peu d'événements ou de compétitions d'envergure suprarégionale, nationale ou internationale, offrant un grand rayonnement et un volume de visiteurs significatif sur le territoire.



ORIENTATION 4

CADRE DE VIE ET SERVICES DE PROXIMITÉ

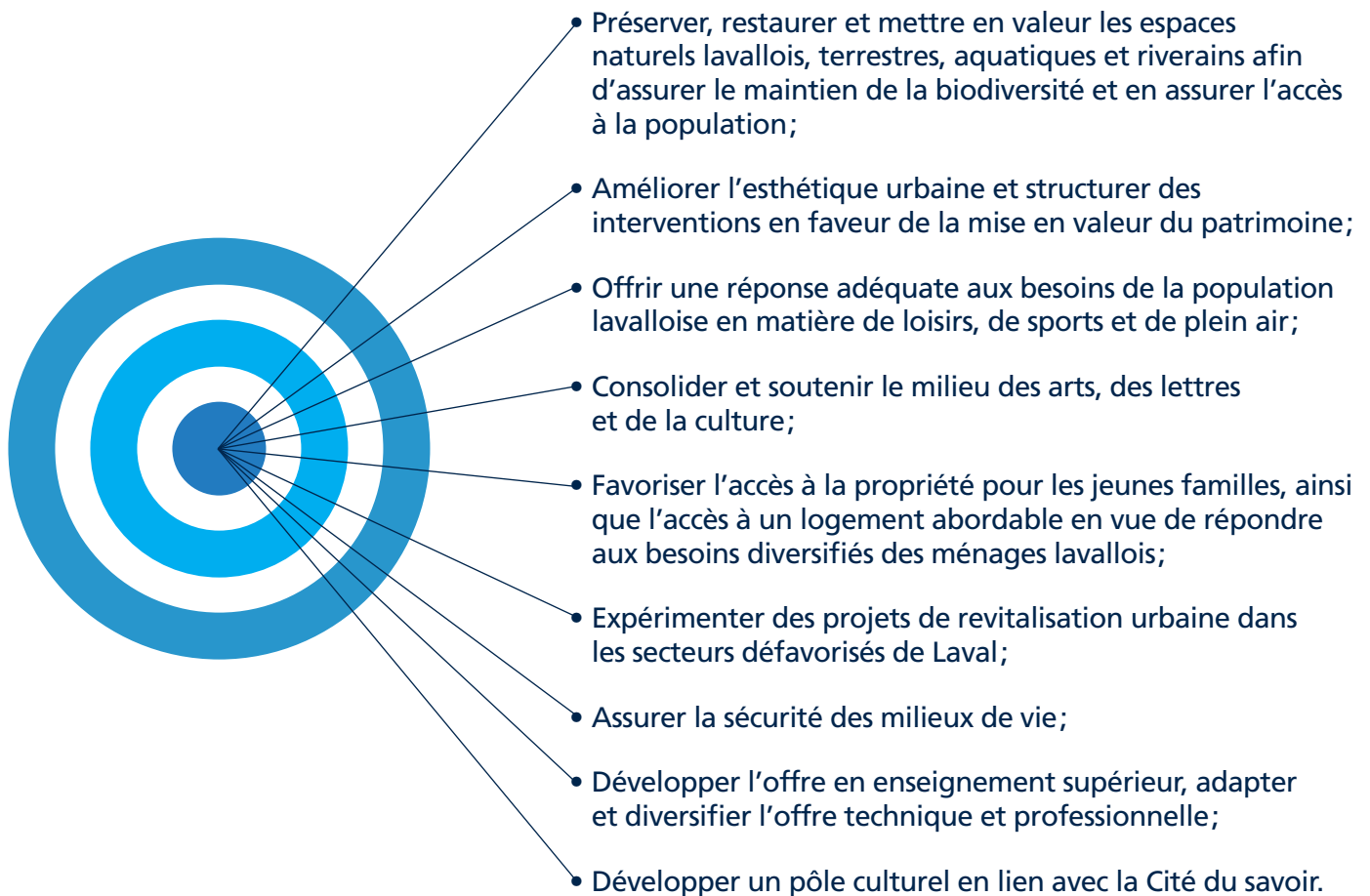
Assurer la rétention de la population lavalloise et attirer une nouvelle population résidante par l'amélioration du cadre de vie et la bonification

CADRE DE VIE ET SERVICES DE PROXIMITÉ

ORIENTATION 4

Assurer la rétention de la population lavalloise et attirer une nouvelle population résidante par l'amélioration du cadre de vie et la bonification de l'offre culturelle, éducative et récréative.

OBJECTIFS D'INTERVENTION



ÉTAT DE LA SITUATION

Services de proximité

En 2012, la région de Laval compte sur son territoire des infrastructures en éducation, en santé et services sociaux, en loisir, sport et plein air, et en art, culture et culture scientifique. Le portrait sommaire de cette offre est le suivant :

Loisir et sport

- 9 arénas
- 39 centres communautaires
- 5 piscines intérieures
- 4 centres sportifs
- 23 gymnases
- 24 piscines extérieures
- 12 terrains synthétiques extérieurs
- 78 patinoires extérieures

Culture et culture scientifique

- 6 institutions muséales, dont 4 reconnues par le ministère de la Culture et des Communications mais non soutenues au fonctionnement
- 64 œuvres d'art public extérieur réalisées
- 9 bibliothèques municipales
- 10 organismes de production culturelle, dont 6 soutenus au fonctionnement par le CALQ
- 7 salles de spectacle : 4 salles de 700 places et plus, 3 salles de 400 places et moins
- 8 festivals et événements à caractère culturel

Lieux de plein air

- 1 parc régional
- 1 parc urbain
- 5 grands parcs de quartier
- 115 parcs, dont 435 plateaux de jeux
- 40 berges
- Route verte (axe nord-sud : 15 km — axe est-ouest : 18,5 km)
- Route bleue

Santé et services sociaux

- 1 Agence de santé et de service sociaux
- 1 CSSS
- 85 organismes communautaires
- 1 hôpital général
- 1 hôpital de réadaptation
- 1 centre ambulatoire
- 1 centre intégré en oncologie
- 1 centre intégré de services de première ligne
- 5 centres d'hébergement
- 10 groupes de médecine familiale
- 43 cliniques médicales

Éducation

- 2 campus universitaires
- 1 centre d'études universitaires
- 2 commissions scolaires
- Commission scolaire de Laval
 - 52 écoles primaires
 - 14 écoles secondaires
 - 8 centres de formation professionnelle
 - 4 centres d'éducation aux adultes
- Commission scolaire Sir-Wilfrid-Laurier
 - 11 écoles primaires
 - 5 écoles secondaires
 - 2 centres d'éducation aux adultes
- 18 établissements privés d'enseignement
- 1 cégep

ÉTAT DE LA SITUATION

Services de garde

Entre 2007 et 2012, le nombre de places en services de garde à contribution réduite à Laval a connu une augmentation de 12,6 % (+1 307 places), passant de 10 302 à 11 609 places.

En 2012, la répartition des services de garde et des places disponibles se présente comme suit :

- 50 CPE (3 719 places à contribution réduite);
- 700 (approx.) services de garde en milieu familial (4 808 places à contribution réduite);
- 53 garderies subventionnées (3 726 places à contribution réduite);
- 58 garderies privées non subventionnées (4 071 places);

Au 31 mars 2012, le nombre de places à contribution réduite dans la région de Laval représente 5,34 % du total des places à contribution réduite dans l'ensemble du Québec.

Organisations communautaires

Le réseau lavallois compte sur quelque 500 associations, groupes et organismes communautaires, dont 85 œuvrant en santé et services sociaux, 96 en sport, 112 en loisir, 78 en art et culture, 11 en employabilité, 5 en environnement, et plus de 100 dans les autres secteurs.

Culture

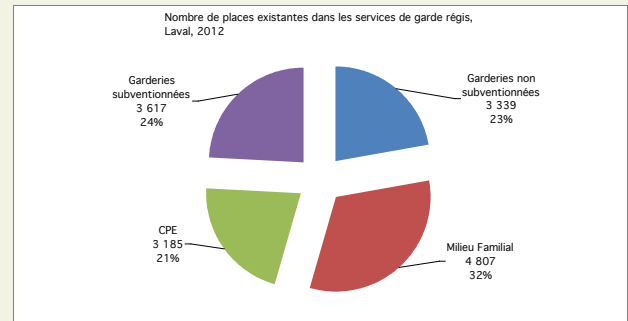
Ressources culturelles

En 2006, la région de Laval compte 4 695 travailleurs culturels; ce nombre est largement inférieur à la moyenne observée dans l'ensemble du Québec (6 986).

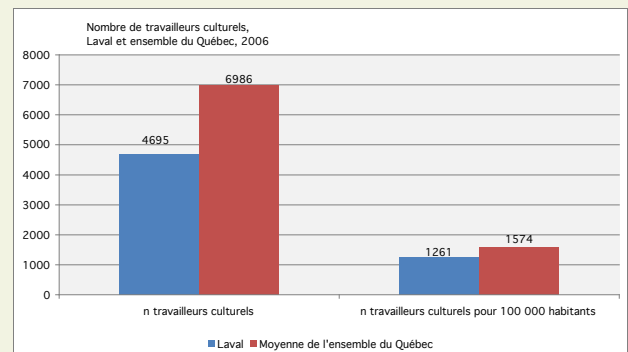
La région de Laval reçoit du gouvernement pour le secteur de la culture un montant par habitant inférieur à la moyenne québécoise.

Entre 2008 et 2009, les bibliothèques à Laval, comme ailleurs, avec 2,2 M \$, accaparent la plus grande partie des montants alloués en culture (37 %).

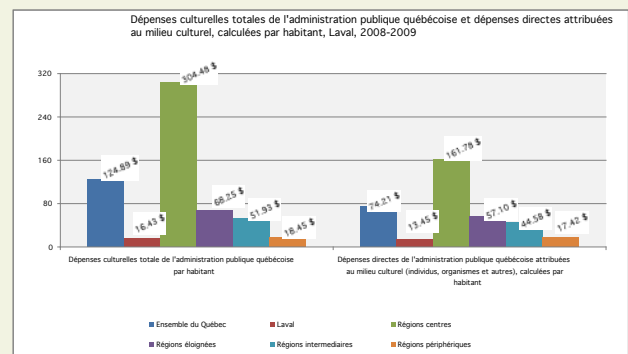
GRAPHIQUE 16



GRAPHIQUE 17



GRAPHIQUE 18



Patrimoine et institutions muséales

En 2006, on dénombre 42 lieux de culte à Laval contre une moyenne de 183 pour les régions périphériques et 162 pour l'ensemble du Québec.

En 2010, Laval compte 11 monuments et sites comparés à 94 dans les régions périphériques et 101 dans l'ensemble du Québec.

En 2009, Laval compte six institutions muséales. Ce chiffre reste très inférieur à la moyenne de l'ensemble du Québec (25) et celle des régions périphériques (20).

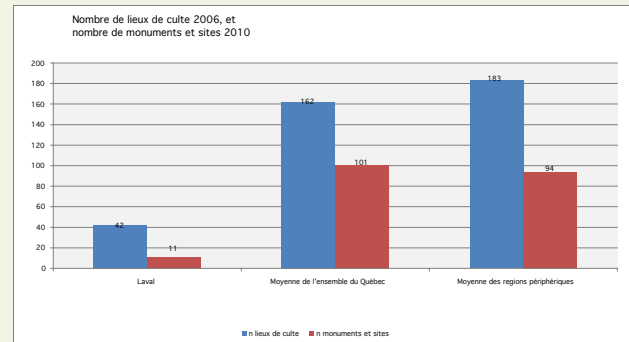
Bibliothèque

La région compte une bibliothèque publique autonome qui dispose de 9 points de service sur son territoire.

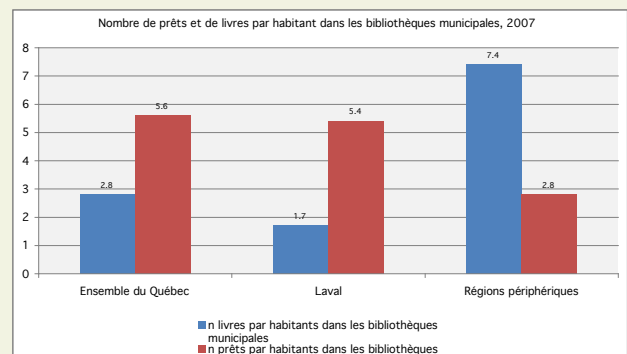
En 2007, le nombre de livres par habitant était plus faible que dans les régions périphériques et que de l'ensemble du Québec.

Le nombre de prêts par habitant à Laval était le plus élevé des régions québécoises.

GRAPHIQUE 19



GRAPHIQUE 20



ÉTAT DE LA SITUATION

Sécurité

Entre 2006 et 2011, la région de Laval connaît une baisse de la criminalité de 6,1 %, passant de 18 268 à 17 148 infractions au Code criminel.

Entre 2006 et 2011, 2/3 des crimes perpétrés sur le territoire lavallois sont des infractions contre la propriété.

Entre 2006 et 2011, on note une diminution de 52,2 % du nombre de véhicules volés, soit 1 679 véhicules volés de moins.

Malgré une croissance constante du nombre d'automobiles circulant sur le territoire, on dénombre 5 accidents mortels sur les routes de Laval en 2011 comparativement à 16 en 2006.

Logement

Densité résidentielle

En 2006, on compte 144 200 logements privés, dont 68,9 % sont propriétaires et 31,1 % sont locataires.

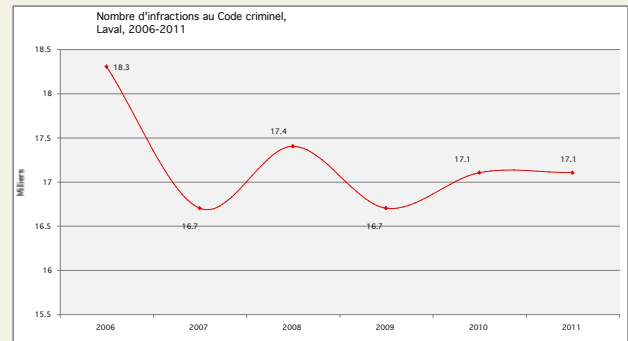
Entre 2008 et 2012, Laval connaît une chute de 42,8 % de mises en chantier résidentielles sur son territoire.

Cette baisse concerne particulièrement la construction de maisons unifamiliales (- 7,3 %). Par contre, on observe une augmentation de 6,8 % dans la mise en construction de logements à forte densité (condos, appartements).

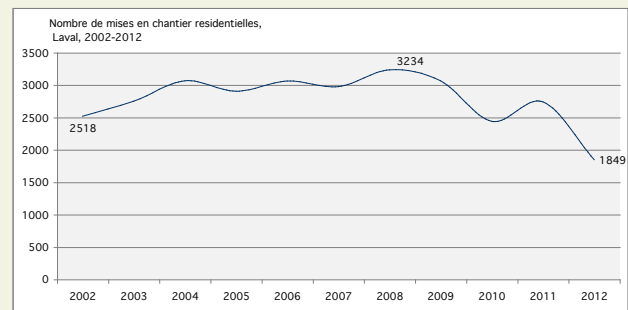
Entre 2008 et 2012, la proportion des logements locatifs dans l'ensemble des mises en chantier résidentielles a baissé de 19,3 %, passant de 24,4 % à 5,1 %.

En 2013, la région de Laval compte sur son territoire 4 106 logements sociaux et abordables, soit 410 unités de plus qu'en 2008.

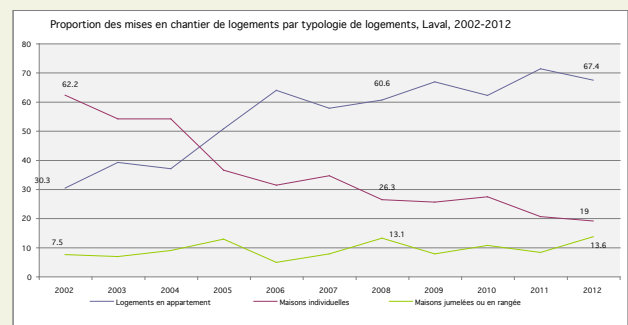
GRAPHIQUE 21



GRAPHIQUE 22



GRAPHIQUE 23



BILAN DES PRINCIPALES RÉALISATIONS

CULTURE

- + Réalisation et mise en oeuvre de deux Ententes régionales en matière de culture permettant de soutenir 50 projets, pour un montant total de 1 275 916 \$ et des investissements globaux de près de 2 M \$ permettant de rejoindre 23 000 jeunes et plus de 505 000 personnes du grand public;
- + Réalisation et mise en oeuvre d'une Entente de partenariat régional pour soutenir la relève professionnelle en culture permettant d'offrir un accompagnement soutenu aux organismes de la relève culturelle;
- + Réalisation et mise en oeuvre d'une Entente spécifique régionale en matière de culture scientifique, en collaboration avec le Collège Montmorency, le Forum jeunesse Laval, Ville de Laval, le MAMROT et le MDEIE. Au total, 43 projets de sensibilisation et d'activités de culture scientifique auprès du grand public, rejoignant près de 23 000 jeunes;
- + Développement du label « lavalscientastique » et d'un site pour promouvoir la culture scientifique;
- + Renouvellement complet de l'offre muséale du Cosmodôme;
- + Réalisation et mise en oeuvre d'une Entente régionale en matière d'activités parascolaires : développement d'une offre régionale concertée en loisirs culturels auprès des jeunes de 12 à 17 ans dans les écoles secondaires lavalloises dans les domaines suivants; arts de la scène (improvisation), culture scientifique, production de courts métrages, saine alimentation;
- + Mise en place du premier programme de formation pour les artistes professionnels et les travailleurs culturels de Laval;
- + Soutien à la mise en place de la « Centrale des artistes », organisme qui a pour mission de soutenir les artistes en début de carrière professionnelle;
- + Réalisation d'une étude de faisabilité sur l'implantation d'un Centre de création artistique sur le territoire de Laval;
- + Soutien, par le Forum jeunesse Laval, du projet « Scène 1425 » pour déployer une offre culturelle diversifiée et abordable aux jeunes Lavallois âgés entre 14-25 ans et offrir une place à la relève artistique lavalloise; près de 25 000 personnes rejointes. Déploiement de cette initiative dans huit autres villes du Québec;
- + Développement de partenariats entre les organismes culturels et les organismes communautaires oeuvrant dans les milieux défavorisés de Laval par la réalisation de 15 projets de médiation culturelle;
- + Soutien à la réalisation du Mondial Loto-Québec afin de créer un événement identitaire d'importance;
- + Déploiement du Festival Diapason avec la Centrale des artistes, festival musical indépendant qui met en valeur des artistes émergents de Laval;
- + Création et animation culturelle de la « Place Claude-Léveillé » dans le cadre du Mondial Loto-Québec de Laval par l'organisation d'une série de concerts gratuits.

PATRIMOINE

- + Soutien à la réalisation et à la publication de l'ouvrage « Histoire de Laval » et du recueil « Histoire de Laval en bref », en collaboration avec l'INRS, dans le cadre de la collection « Les régions du Québec »;
- + Réalisation des projets « Adaptation des virées patrimoniales » visant à mettre en valeur le patrimoine architectural, historique et naturel en vue de favoriser le tourisme culturel de la région de Laval;
- + Confection des Panneaux signalétiques de la « Route du patrimoine » permettant d'identifier les éléments patrimoniaux dignes d'intérêt;
- + Réalisation d'inventaires des bâtiments d'intérêt du patrimoine moderne lavallois et des plaques commémoratives sur le territoire de l'île Jésus;

BILAN DES PRINCIPALES RÉALISATIONS

- + Réalisation d'une exposition virtuelle portant sur l'agriculture à Laval et, plus spécifiquement, sur les fonds du Centre d'archives des grandes familles d'agriculteurs lavallois, et production d'un documentaire sur les hommes et femmes qui perpétuent le métier d'agriculteur de génération en génération sur l'île Jésus;
- + Réalisation d'une étude historique et iconographique du Vieux Saint-Martin 1774-1961, et publication d'une brochure visant à vulgariser cette étude des lieux, des personnes et des événements qui ont marqué et façonné l'histoire du noyau villageois et les faits significatifs qui ont marqué la vie sociale et économique de ce quartier;
- + Réalisation et mise en œuvre d'une Entente de partenariat pour la promotion de l'histoire de l'île Jésus. Divers projets (exposition itinérante, journée dédiée au patrimoine, projets éducatifs) ont été réalisés par la Société d'histoire et de généalogie de l'île Jésus (SHGIJ) afin de sensibiliser la population et, notamment les jeunes, à l'histoire de Laval;
- + Réalisation de trois études visant à identifier, protéger et mettre en valeur les bâtiments patrimoniaux situés hors territoire patrimonial;
- + Aménagement de la Place du Carillon (Place Claude-Léveillé) au cœur du complexe éducatif de l'Université de Montréal à l'Espace Montmorency;
- + Réalisation de plusieurs « Plans d'implantation et d'intégration architecturale » concernant le secteur central de la ville de Laval, le paysage urbain d'intérêt du boulevard Lévesque Ouest et l'intégration de la hauteur de nouveaux bâtiments dans les secteurs résidentiels unifamiliaux;
- + Mise en valeur du Complexe culturel André-Benjamin-Papineau et réalisation d'un documentaire dédié à sa mémoire.

LOGEMENT

- + La CRÉ de Laval a mis en place un Comité logement pour analyser la situation du logement social à Laval. Ce comité a réalisé divers travaux de réflexion de 2008 à 2010 et émis certaines recommandations;
- + Ville de Laval a, quant à elle, durant la période de 2008 à 2013, mis en place plusieurs mesures visant à améliorer le logement, notamment le logement social et abordable, et soutenu la réalisation de plusieurs projets, notamment :
 - + Création d'un Fonds de 2 M \$ pour l'acquisition de terrains aux fins de logement social et abordable;
 - + Démarche pour l'obtention du statut de municipalité mandataire dans le cadre du programme AccèsLogis Québec auprès de la Société d'habitation du Québec;
 - + Soutien à la réalisation de huit projets d'habitation comptant 386 unités de logement à caractère social sur le territoire lavallois;
 - + Mise en place d'un programme d'accession à la propriété;
 - + Mise en place d'un programme d'aide à la rénovation résidentielle;
 - + Mise en œuvre d'un guide pour un logement de qualité à Laval;
- + Mise sur pied d'un comité de pilotage, réalisation d'un diagnostic du milieu et rédaction d'un plan d'action dans le cadre de la démarche « Municipalité amie des aînés » (MADA);
- + Réalisation de cinq programmes particuliers d'urbanisme (PPU) visant la mixité des usages et la densification en bordure des axes de transport collectif;
- + Mise en place à travers la démarche Évolucité, d'actions visant à favoriser la densité, la mixité et la qualité du cadre bâti sur le territoire.

BILAN DES PRINCIPALES RÉALISATIONS

ÉDUCATION

- + Construction de trois nouvelles écoles à la CSDL;
- + Réouverture de près d'une dizaine de pavillons éducatifs par la CSDL;
- + Mise en place d'un plan d'action pour contrer l'intimidation et la violence par la CSDL;
- + Revitalisation de cours d'école à la CSDL et à la CSSWL : investissements de 7 millions de dollars, de 2005 à 2013, pour 55 écoles dans le cadre du programme AVEC initié par la CRÉ de Laval;
- + Implantation de l'Université de Montréal;
- + Agrandissement du Collège Montmorency.

LOISIR ET SPORT

- + Mise en place d'une Commission régionale en loisir et en sport (CRLS) à la CRÉ de Laval pour assurer le développement concerté du sport, du loisir, du plein air et de l'activité physique;
 - Plus de 200 projets soutenus pour un total de 1,8 M \$ en subventions et plus de 10 000 personnes rejointes grâce à l'appui financier aux organismes de la région;
 - Signature d'une dizaine d'ententes par année, en matière de loisir culturel, de loisir pour personnes handicapées, de développement du sport et de saines habitudes de vie à Laval.
- + Expérimentation et développement du projet Crapahut visant l'accessibilité des jeunes vivant dans quartiers défavorisés afin de contrer la sédentarité et de développer la culture de l'activité physique, par le biais de la pratique d'activités de loisir, de sport et de plein air. Plus de 600 jeunes expérimentent ce projet;
- + Réalisation du projet « Mon école à pied, à vélo », en collaboration avec Sports Laval, la CRLS et une dizaine de partenaires, pour favoriser le déplacement actif des élèves d'une vingtaine d'écoles primaires de Laval;
- + Soutien financier de la CRÉ-CRLS à plus de 100 projets pour développer le loisir culturel ou sportif pour les personnes handicapées de Laval. De 2008 à 2013, les projets ont permis de rejoindre plus de 3 000 personnes, avec la collaboration de l'ARLPHL;
- + Expérimentation d'une plateforme informatique, en collaboration avec la CRLS, Équiterre et Ville de Laval, visant à inciter les regroupements sportifs et les familles lavalloises à utiliser le covoiturage lors de la pratique d'activités sportives;
- + Soutien au développement de près de 50 projets en loisir culturel provenant de 40 organismes de la région, en collaboration avec le Forum jeunesse Laval et le ministère de la Culture et des Communications. Les projets ont permis à des jeunes de 12 à 30 ans de vivre une expérience artistique amateur. Depuis 2008, plus de 3 000 jeunes ont participé à ce programme;
- + Mise en œuvre par la CRLS et Réussite Laval de l'Entente régionale d'activités parascolaires, en collaboration avec la Commission scolaire de Laval, afin de répondre aux besoins en loisirs culturels des écoles secondaires et des jeunes lavallois. Plus de 1 000 jeunes sont visés par cette entente;
- + Consolidation des infrastructures du « Club de gymnastique Laval Excellence »;
- + Soutien depuis 2008 à la réalisation des Jeux du Québec (volets régional et national) et de « Mes premiers jeux », avec la collaboration de Sports Laval;
- + Réalisation d'une Entente de partenariat CRÉ de Laval, Forum jeunesse Laval et Collège Montmorency pour le déploiement du « Défi Laval Actif » visant à promouvoir l'activité physique à toute la population.

BILAN DES PRINCIPALES RÉALISATIONS

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

- + Mise en place d'un Centre intégré en cancérologie;
- + Poursuite du développement du réseau des groupes de médecine familiale;
- + Consolidation des infrastructures communautaires de maintien à domicile, notamment le réseau des popotes roulantes et des Centres communautaires pour les aînés;
- + Mise en place de la maison d'hébergement L'Aviron pour contrer l'itinérance;
- + Réalisation d'études pour la mise en place d'une maison de naissance et de périnatalité à Laval (Mieux-Naître à Laval);
- + Relocalisation et immobilisation de plusieurs organismes communautaires, notamment : le Centre des femmes de Laval, l'Îlot service de crise, Bonjour aujourd'hui et après, Rendez-vous des aînés, CATAL, Centre d'entraide du Marigot, Groupe d'Entraide La Rosée, Partage Humanitaire, Service Bénévole d'entraide de Vimont Auteuil, SCAMA, Maison Le Dauphin, ACEF, APAL, CILL, et autres.

CONCILIATION TRAVAIL-FAMILLE-ÉTUDE

- + Réalisation de deux Ententes régionales visant à mettre en œuvre des mesures favorisant la conciliation travail-famille-étude rejoignant plus de 4 000 familles lavalloises.

SERVICES DE GARDE

- + Réalisation d'un plan régional d'accessibilité aux services de garde éducatifs;
- + Mise en place d'un guichet régional sur la disponibilité de place en services de garde subventionnés « monenfant.ca » par le Regroupement des CPE de Laval;
- + Soutien à l'implantation des projets de CPE à Laval pour répondre aux besoins des familles lavalloises.

GRANDS CONSTATS DES CONSULTATIONS RÉGIONALES

LOISIR, SPORT ET PLEIN AIR

- Peu de développement d'infrastructures de loisir, de sport et de plein air malgré une croissance démographique soutenue;
- Infrastructures sportives déficientes pour l'excellence sportive;
- Manque de lieux communautaires et de rassemblement pour le développement de services de proximité et le développement du sentiment d'appartenance;
- Manque d'arrimage entre les acteurs publics pour maximiser l'utilisation des espaces;
- Aucune réserve de terrains pour permettre le développement de services de proximité et de lieux publics dans les quartiers;
- Nécessité de mettre en valeur les espaces naturels (parcs urbains, bords de l'eau, boisés) pour favoriser les activités de plein air;
- Nécessité de favoriser les activités familiales en matière de politiques sportives et d'accessibilité à la pratique libre en loisir et sport;
- Faiblesse au niveau de la formation et du développement du bénévolat;
- Absence de continuum de services, du CPE au CHSLD, pour l'offre de service en matière de loisir et sport.

GRANDS CONSTATS DES CONSULTATIONS RÉGIONALES

LOGEMENT

- Difficulté accrue dans le développement et l'entretien de logements sociaux et abordables due à la réglementation, au cadre financier de la SHQ et aux coûts des terrains;
- Augmentation des prix de l'immobilier qui limite l'accès à la propriété aux jeunes familles;
- Nécessité de réactualiser le comité logement social de la CRÉ de Laval pour identifier des solutions novatrices, en partenariat avec les acteurs concernés, pour répondre aux besoins, notamment des clientèles vulnérables.

CULTURE

- Infrastructures culturelles de création et de diffusion déficientes et sous-financement des organisations culturelles de la part des paliers provincial et municipal (Laval constitue la dernière région au Québec en terme d'investissements gouvernementaux);
- Nécessité de consolider le réseau des institutions de culture scientifique;

- Nécessité de développer une offre culturelle à l'échelle de quartier et auprès de publics de tous âges;
- Nécessité d'une instance régionale de concertation culturelle représentative du milieu et des organismes;
- Pour les bibliothèques, aucune construction depuis 2002 et aucun véritable programme de mise à niveau, alors que la population a augmenté. Selon les normes du MCCCCF, Laval est en deçà de 50 % de la superficie requise en fonction de sa population.

SERVICES DE GARDE

- Quelque 35 % des services de garde en installation sont en réseau privé non subventionné; 32 % sont en milieu privé conventionné; et 33 % sont en CPE.
- Surreprésentation des garderies privées, notamment dans les quartiers défavorisés et difficultés d'implantation dues aux conflits d'usage;

ORIENTATION 5

SAINES HABITUDES DE VIE

Améliorer la santé globale
par la promotion et la
prévention, par l'adoption
et le développement de
saines habitudes de vie

SAINES HABITUDES DE VIE

ORIENTATION 5

Améliorer la santé globale par la promotion et la prévention, par l'adoption et le développement de saines habitudes de vie et par l'accessibilité aux services.

OBJECTIFS D'INTERVENTION



ÉTAT DE LA SITUATION

Gestion du poids

En 2008, 36 % des Lavallois âgés de 15 ans et plus font de l'embonpoint et 16 % de l'obésité.

Les hommes sont plus touchés par le surpoids à Laval. En 2008, 43 % d'hommes présentent de l'embonpoint contre 30 % de femmes.

Les personnes de 45 à 64 ans sont les plus touchées par l'obésité (22 %).

En 2008, 20 % des Lavallois, âgés de 15 ans et plus, ont eu recours à des méthodes pour perdre ou maintenir leur poids. (Enquête québécoise sur la santé de la population).

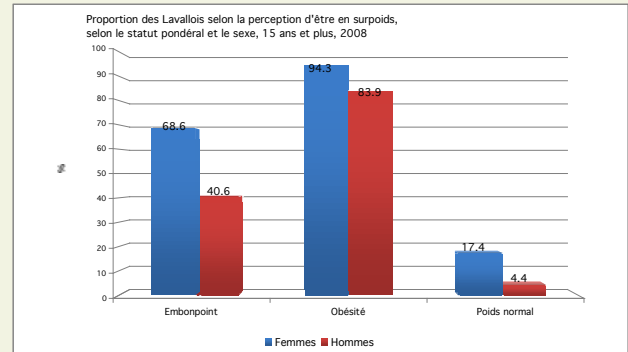
Habitudes alimentaires

En 2007-2008, 48 % des Lavallois déclarent consommer moins de 5 fruits et légumes par jour. Cette proportion est similaire dans l'ensemble du Québec (47,4 %).

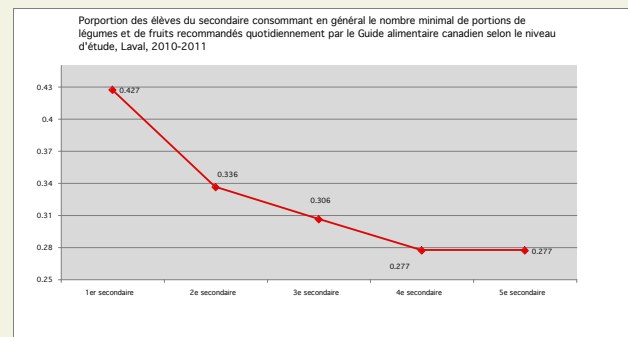
À Laval, 55,9 % d'hommes consomment moins de 5 fruits et légumes par jour comparativement à 40,6 % de femmes.

En 2010-2011, 32,8 % des jeunes lavallois de 12 à 17 ans consomment les portions de fruits et légumes recommandées quotidiennement par le Guide alimentaire canadien.

GRAPHIQUE 24



GRAPHIQUE 25



ÉTAT DE LA SITUATION

Consommation de cigarettes, alcool et drogues

Entre 2005 et 2010, la proportion des fumeurs de la région de Laval a continué de baisser, passant de 25,5 % à 22,2 % (-3,3 %) selon l'Enquête sur la santé des collectivités canadiennes (ESCC).

Cette tendance au recul du tabagisme est due en grande partie à la diminution du taux de fumeuses (-6,4 %) par rapport aux fumeurs (-0,2 %) dans la région de Laval au cours de la même période.

En 2010-2011, 57 % des élèves du secondaire de 12 à 17 ans déclarent avoir déjà consommé de l'alcool et 25 % ont consommé de la drogue.

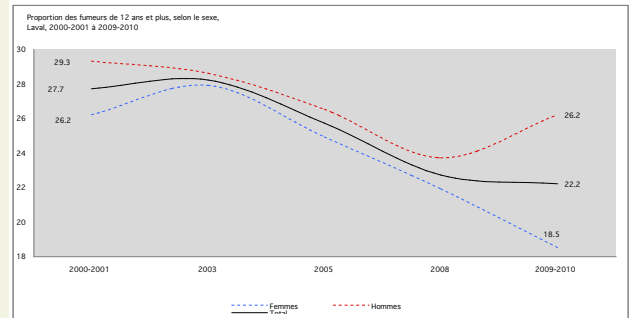
Pratique d'activités physiques

Depuis 2005, la proportion de la population de 20 ans et plus pratiquant une activité physique et de loisir a diminué de 6 % dans la région de Laval (Enquête sur la santé des collectivités canadiennes).

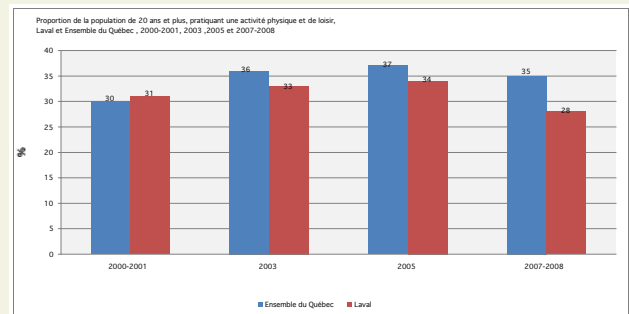
En 2007-2008, les hommes (29 %) sont plus actifs que les femmes (27 %) dans la pratique des activités physiques.

En 2010-2011, les filles fréquentant les écoles secondaires de la région de Laval sont parmi les plus sédentaires des régions du Québec : 18 % seulement sont actives comparativement à 28 % pour l'Abitibi-Témiscamingue et 23 % pour l'ensemble du Québec.

GRAPHIQUE 26



GRAPHIQUE 27



BILAN DES PRINCIPALES RÉALISATIONS

- + Réalisation et mise en œuvre d'une Entente régionale sur les saines habitudes de vie impliquant près de 20 partenaires;
- + Mise en œuvre du Plan d'action gouvernemental de promotion de saines habitudes de vie et de lutte à l'obésité;
- + Réalisation d'un état de situation sur les saines habitudes de vie à Laval;
- + Réalisation d'un plan d'action régional concerté à l'échelle du territoire sur les saines habitudes de vie à Laval;
- + Implantation d'Avenir d'enfants et de ses regroupements locaux de partenaires pour favoriser une entrée scolaire réussie des enfants 0-5 ans;
- + Implantation de 6 regroupements locaux de partenaires et mise en œuvre de 6 plans d'action locaux pour favoriser un mode de vie physiquement actif et une saine alimentation par Québec en forme et les partenaires du milieu;
- + Réalisation du projet Mon école à pied, à vélo pour sensibiliser les écoles, les jeunes et les parents au transport actif. Plus d'une vingtaine d'écoles touchées;
- + Organisation d'une journée régionale sur les saines habitudes de vie;
- + Consolidation de l'approche « École en santé »;
- + Mise en œuvre du projet régional en saine alimentation « Qu'est ce qu'on mange? », pour sensibiliser les services de garde à une alimentation saine;
- + Élaboration d'un cadre d'offre alimentaire dans les institutions municipales;
- + Enquête sur les habitudes de vie des élèves de 5^e et 6^e années du primaire de la CSDL;
- + Élaboration d'un Plan de mobilité active qui a pour objectif de faire passer la part modale du transport actif de 7 % à 14 % d'ici 2031;
- + Adoption d'une Politique municipale d'activité physique à Laval;
- + Soutien à la mise en œuvre du projet Défi Laval Actif;
- + Adoption d'une Politique de mobilité active par la CSDL.

GRANDS CONSTATS DES CONSULTATIONS RÉGIONALES

- Difficultés d'investir les milieux de travail, notamment dans le secteur privé, pour promouvoir les saines habitudes de vie;
- Les environnements physiques de travail ne favorisent pas la politique de l'activité physique;
- Peu d'interaction entre les établissements pour faciliter la pratique régulière d'activités physiques et de loisirs;

- Méconnaissance des goûts et des tendances de la population pour répondre aux besoins des divers segments de clientèles;
- Méconnaissance de l'offre globale actuelle en matière d'activités physiques;
- Iniquité territoriale sur l'accessibilité à des aliments frais et aux épiceries de quartier;
- Baisse de la pratique d'activités physiques et sédentarité plus marquée chez les filles de 12 à 17 ans.

ORIENTATION 6

PAUVRETÉ ET EXCLUSION SOCIALE

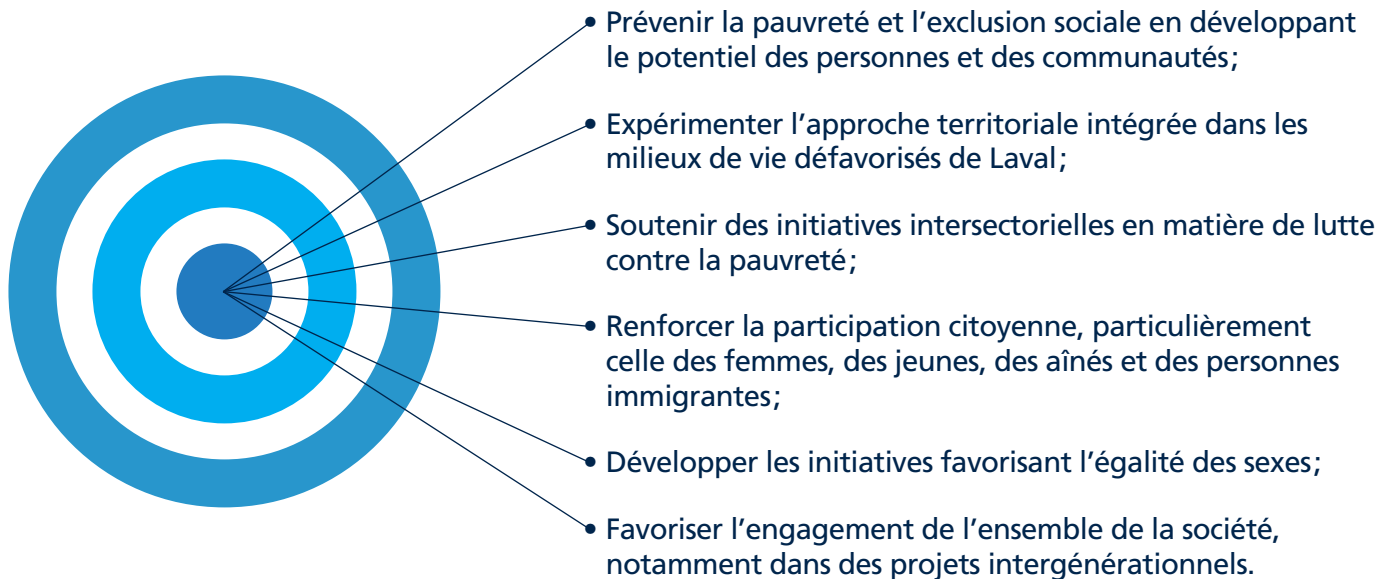
Assurer la rétention de
population lavalloise et
une nouvelle populatio
résidante par l'améliora
adre de vie et la bonifi

PAUVRETÉ ET EXCLUSION SOCIALE

ORIENTATION 6

Lutter contre la pauvreté et l'exclusion et favoriser la participation citoyenne dans toutes les sphères d'activités.

OBJECTIFS D'INTERVENTION



ÉTAT DE LA SITUATION

Le taux de faible revenu

Le taux de faible revenu dans la région de Laval a connu une augmentation de 1,4 point de pourcentage entre 2005 et 2009, passant de 9,4 % à 10,8 %.

Ce taux reste faible par rapport à celui de l'ensemble du Québec qui en 2009 est de 12,7 %, ce qui classe Laval au 9^e rang des régions du Québec.

Nombre de Lavallois disposant d'un revenu ajusté après impôt inférieur au seuil correspondant à la moitié du revenu familial médian québécois :

2005 – 34 420 personnes

2007 – 38 770 personnes

2009 – 42 040 personnes

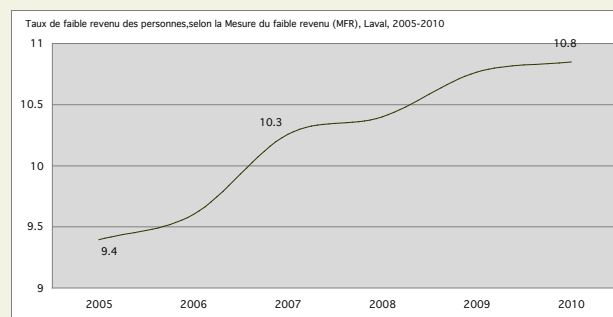
Le revenu personnel

En 2010, la région de Laval affiche un revenu personnel disponible par habitant de 26 819 \$, une augmentation de 6 % par rapport à 2007 (25 296 \$).

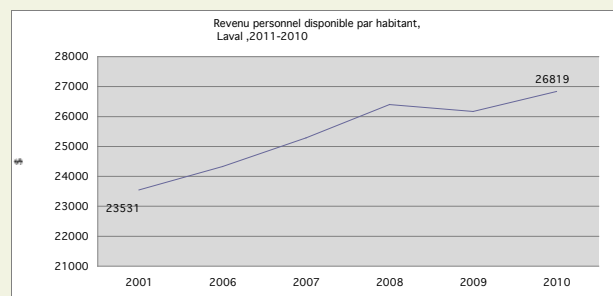
Dans l'ensemble du Québec, ce revenu est plus faible. Il est passé de 24 502 \$ en 2007 à 26 642 \$ en 2010 (+8,7 %).

En 2010, Laval se classe au 8^e rang des régions du Québec en terme de revenu personnel disponible.

GRAPHIQUE 28



GRAPHIQUE 29



ÉTAT DE LA SITUATION

Aide sociale

En 2011, le taux d'assistance sociale est de 4,7 % (11 631 prestataires), une faible diminution de 0,1 point de pourcentage par rapport à 2009 (15 775 prestataires).

Ce taux reste tout de même inférieur à celui de l'ensemble du Québec où il est passé de 7,4 % en 2009 à 7,3 % en 2011.

En 2011, la région se classe au 3^e rang sur les 17 régions du Québec ayant le plus faible taux d'assistance sociale.

Un peu moins du tiers (32,7 %) des prestataires de l'aide financière de dernier recours est constitué d'immigrants.

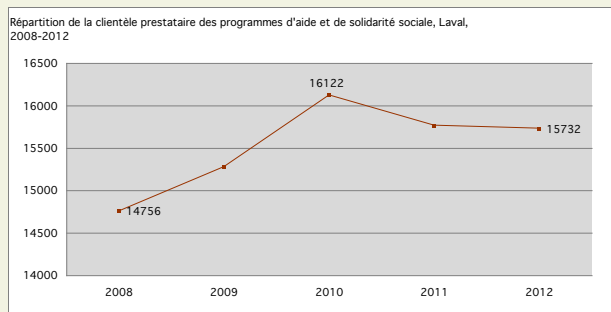
Sécurité alimentaire

L'enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes de Statistique Canada (2007-2008) montre que la proportion des Lavallois de 12 ans et plus confrontés à l'insécurité alimentaire, modérée ou grave, s'élève à 5,3 %.

En 2010, on estime à 18 200 le nombre de Lavallois en situation d'insécurité alimentaire.

En 2013, 19 000 Lavallois vivent dans un ménage en situation d'insécurité alimentaire.

GRAPHIQUE 30



Taux de sortie sans diplôme du secondaire

Le taux de sortie sans diplôme ni qualification à Laval a connu une baisse de 1,9 point de pourcentage, passant de 22,9 % en 2006-2007 à 21 % en 2009-2010.

Cette baisse est moins significative que celle observée dans l'ensemble de la province où ce taux est passé de 23,9 % à 20,1 % (- 3,8 %) au cours de la même période.

Durant les années scolaires 2006-2008, le taux de sortie sans diplôme ni qualification à Laval était inférieur à la moyenne provinciale.

Mais depuis 2008-2009, cette tendance s'est inversée et le taux de décrochage à Laval demeure supérieur à celui de l'ensemble du Québec.

Le taux de sortie sans diplôme ni qualification à Laval est de 21 % contre 20,1 % dans l'ensemble du Québec en 2009-2010.

Logement

On observe à Laval une croissance régulière et soutenue du coût moyen du loyer de 10,1 % entre 2006 et 2011, contre 13,2 % dans le Grand Montréal.

En 2011, le coût mensuel moyen du loyer à Laval pour un 4 1/2 (675 \$) est moins élevé que dans le Grand Montréal (700 \$).

Toutefois, en 2006, 36,5 % des locataires consacrent plus de 30 % de leur revenu au logement, un taux d'effort inférieur à celui du Grand Montréal (37,5 %).

Immigration

L'immigration à Laval touche tous les secteurs de la Ville-Région avec néanmoins une très forte concentration dans le quartier Chomedey. En 2006, plus de 40 % des immigrants lavallois habitaient dans ce secteur. La croissance de la population immigrante a également été observée dans les quartiers Sainte-Dorothée (+3 179), Fabreville (+2 348) et Sainte-Rose (+2 055) par rapport à 2001.

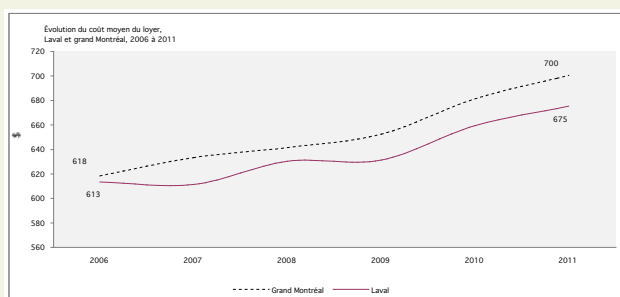
Au cours de la même année, le taux de faible revenu à Laval (9,6 %) était près de deux fois plus élevé chez les personnes immigrantes comparativement à celui des personnes nées au Canada.

La proportion des personnes issues de l'immigration représente un pourcentage important des prestataires de l'aide de dernier recours. En 2011, un peu moins du tiers (32,7 %) des prestataires de l'aide financière de dernier recours est constitué d'immigrants.

De cette proportion, 4,7 % sont des immigrants récents (arrivés depuis moins de 3 ans) et 28 % sont établis au Canada depuis 3 ans et plus.

En matière de logement, en 2006, près de 50 % des ménages immigrants récents lavallois étaient locataires comparativement à 30 % des locataires pour les ménages non-immigrants.

GRAPHIQUE 31



BILAN DES PRINCIPALES RÉALISATIONS

- + Expérimentation, par la CRÉ de Laval, de l'approche de revitalisation urbaine intégrée (RUI) à l'échelle d'un milieu de vie à forte concentration de pauvreté : RUI de Chomedey 2008-2011 ;
- + Implantation de deux autres démarches de revitalisation urbaine intégrée (RUI) dans deux autres secteurs à forte concentration de pauvreté (secteurs Place St-Martin et Pont-Viau) ;
- + Implantation de tables locales de concertation dans les trois secteurs en revitalisation urbaine intégrée et production de portraits diagnostics pour ces mêmes secteurs ;
- + Mise en place, par Québec en forme et Avenir d'enfants, de six regroupements locaux de partenaires (RLP), à l'échelle des BML, pour agir de manière préventive auprès des 0-17 ans et leur famille en matière de saines habitudes de vie et de préparation à l'entrée scolaire ;
- + Expérimentation de pratiques d'empowerment auprès de citoyens et citoyennes dans le développement de projets locaux, et tenue de deux Forums régionaux de mobilisation citoyenne (CDC de Laval) ;
- + Signature d'une Entente régionale dans le cadre du Plan quinquennal de lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale 2010-2015 ;
- + Consolidation des infrastructures communautaires qui interviennent en matière de lutte à la pauvreté (CRÉ de Laval, CLD de Laval et autres partenaires) :
 - Contribution à l'Aviron, Hébergement communautaire, pour lutter contre l'itinérance ;
 - Consolidation du réseau des popotes roulantes, des centres communautaires de quartier et des centres communautaires aînés ;
 - Consolidation du Centre d'implication libre de Laval (CILL) ;
 - Consolidation d'entreprises d'économie sociale vouées à la réinsertion sociale.
- + Expérimentation et mise en œuvre du projet « Ça C.L.I.Q. » visant à favoriser le retour à l'école ou l'insertion à l'emploi de jeunes décrocheurs de 15 à 18 ans touchés par de multiples problématiques ;
- + Mise en œuvre de l'Entente régionale en implication citoyenne par le Forum jeunesse Laval qui a permis de soutenir de nombreux projets, notamment : Soutien au réseau jeunes bénévoles en action ;
- + Réalisation d'une Entente spécifique régionale sur l'égalité entre les hommes et les femmes et soutien à la réalisation d'un plan d'action visant à soutenir une quinzaine de projets, notamment : Lavalloises d'influence ; développement d'outils d'accompagnement en matière de conciliation travail-famille ; trousse virtuelle d'éducation interculturelle sur les stéréotypes sexistes et sexuels ; projet d'intégration socioprofessionnelle des femmes immigrantes ; recherche-action en égalité pour les jeunes issus de l'immigration ;
- + Réalisation d'une Entente spécifique régionale pour l'amélioration des conditions de vie des aînés et soutien à une trentaine de projets, notamment : Soutien à la mise en place du Comité lavallois d'abus et de violence envers les aînés (CLAVA) ; soutien à la Table régionale de concertation des aînés de Laval (TRCAL) ; réalisation d'une vingtaine de Cafés des âges intergénérationnels ; réalisation d'une banque de données informatisées en abus et violence envers les aînés ; soutien à la réalisation d'un colloque régional sur le vieillissement à Laval ; réalisation d'un répertoire des services aux aînés ;
- + Réalisation d'une Entente spécifique en immigration qui a permis de soutenir la réalisation d'une vingtaine de projets, notamment : Programme de formation interculturelle dans les CPE de Laval ; accompagnement de jeunes immigrants pour favoriser leur intégration sociale et professionnelle et leur participation citoyenne ; mise en œuvre d'un programme de formation à la diversité culturelle auprès des partenaires lavallois ; soutien à la mise en place d'agents de liaison familles immigrantes/ milieu scolaire/services essentiels/et bibliothèques lavalloises ; soutien à des activités pour contrer le racisme ou pour favoriser des relations interculturelles harmonieuses ;
- + Réalisation de deux Ententes régionales sur la conciliation travail-famille-étude qui ont permis de soutenir plusieurs milliers de parents lavallois.

GRANDS CONSTATS DES CONSULTATIONS RÉGIONALES

- L'approche RUI favorise une intervention ciblée dans les poches de pauvreté, à travers la concertation intersectorielle, la mobilisation communautaire et les réflexions approfondies menées sur certaines problématiques;
- Les freins notés au développement du plein potentiel de l'approche RUI sont : la pérennisation des projets, le manque de financement pour les immobilisations, la fluidité des fonds (approche globale vs fonds gouvernementaux normés), les communications et le manque de lieux de concertation et de rassemblement;
- Les problématiques du logement et de l'intégration socioprofessionnelle semblent peu discutées au sein des RUI;

- Le développement du sentiment d'appartenance de la population, dans des milieux de transition où les besoins essentiels ne sont pas comblés, apparaît difficile;
- Les défis à relever dans les quartiers concernent : l'hyperconcertation, une absence ou une mauvaise coordination des tables de concertation et l'arrimage entre les divers plans d'action;
- Les axes prioritaires relevés concernent : l'emploi avec un accent particulier sur l'insertion socioprofessionnelle des personnes vulnérables, la persévérance scolaire, la sécurité alimentaire, la perception d'insécurité, l'accueil et l'intégration des immigrants, l'animation des lieux et la culture comme moyen d'intégration et de socialisation.
- Nécessité de revoir et de renforcer l'approche Ensemble à Laval dans un contexte d'immigration accrue pour favoriser l'intégration à l'échelle des quartiers;

ORIENTATION 7

ÉCOCITOYENNETÉ

sensibiliser la population,
institutions et les
entreprises lavalloises à
l'éco-citoyenneté et aux pratiques
du développement durable.

ÉCOCITOYENNETÉ

ORIENTATION 7

Sensibiliser la population, les institutions et les entreprises lavalloises à l'éco-citoyenneté et aux pratiques du développement durable, en vue de faire de Laval une région éco-citoyenne.

OBJECTIFS D'INTERVENTION



ÉTAT DE LA SITUATION

Les données sur l'écocitoyenneté ont été présentées dans l'ensemble des orientations, notamment les orientations 1 et 2 du présent bilan. Ces données concernent les modes de consommation responsable, la préservation et la protection du patrimoine écologique, la gestion des matières résiduelles, les choix de transport et l'émission des gaz à effet de serre.

BILAN DES PRINCIPALES RÉALISATIONS

- + Mise en place de brigades vertes dans les écoles de Laval ;
- + Réalisation par Ville de Laval du Guide de l'écocitoyen et du Guide des pratiques écoresponsables au travail ;
- + Introduction des notions d'écocitoyenneté et de développement durable à travers les programmes d'enseignement du Collège Montmorency ;
- + Développement de mesures d'écoresponsabilité dans l'organisation d'évènements de la Chambre de commerce et d'industrie de Laval ;
- + Réalisation par la CRÉ de Laval du premier évènement zéro déchet et zéro carbone en hôtellerie à Laval ;
- + Mise en place par la CRÉ de Laval du Conseil avisier de développement durable en milieu urbain (CADDMU) pour examiner les défis reliés au territoire urbain en matière de développement durable ;
- + Production par la CRÉ de Laval d'un cahier spécial sur le développement durable, en collaboration avec la Chambre de commerce et d'industrie de Laval, distribué à plus de 2 000 entreprises lavalloises ;
- + Élaboration et mise en œuvre par la CRÉ de Laval d'une Entente régionale sur l'éducation relative à l'écocitoyenneté, en partenariat avec le Centre d'interprétation des biosciences Armand-Frappier (CIBAF) et le Forum jeunesse Laval ;
- + Élaboration et mise en œuvre par la CRÉ de Laval de deux Ententes régionales visant la revitalisation des cours d'écoles et la formation à l'écocitoyenneté (programme AVEC) : plus de 1 120 formations en écocitoyenneté auprès de 30 000 jeunes, parents et enseignants ;
- + Instauration d'un prix commandité par la CRÉ de Laval dans le cadre du gala Dunamis, en vue de promouvoir le développement durable auprès des entreprises ;
- + Soutien financier de la CRÉ de Laval à la mise en place du Centre d'interprétation de l'eau (CIEAU) et à la réalisation de diverses activités et projets du CIEAU ;
- + Réalisation d'un cahier spécial sur la géothermie par le CCIL ;
- + Réalisation du Rallye de l'écocitoyenneté par Ville de Laval ;

BILAN DES PRINCIPALES RÉALISATIONS

- + Mise en œuvre du programme de promotion horticole en milieu scolaire par la Société Laval en Fleurs;
- + Mise en place d'une Table régionale de développement durable dans le réseau de la santé et des services sociaux afin de poursuivre et de coordonner les efforts de ces établissements;
- + Élaboration d'un plan vert au Centre de la santé et des services sociaux (CSSS) de Laval;
- + Mise en place d'un programme d'économie d'énergie et de recyclage à l'hôpital Juif de réadaptation et au Centre jeunesse de Laval;
- + Développement par le Forum jeunesse Laval de l'approche Droit de Cité qui privilégie l'apprentissage de l'écocitoyenneté chez les jeunes, en collaboration avec les deux commissions scolaires et le Collège Montmorency;
- + Réalisation d'un jeu écocitoyen « Lavalopolis » par le Forum jeunesse Laval;
- + Financement de l'exposition « J'embraye au vert » par le Forum jeunesse Laval, en collaboration avec le CIBAF, visant à sensibiliser la population au transport alternatif;
- + Mise en place d'une politique en environnement par la Corporation de développement communautaire (CDC) de Laval;
- + Promotion des campagnes Défi Climat à Laval par le Conseil régional en environnement de Laval;
- + Mise en place par la STL de l'opération Alerte au Smog visant à inciter les Lavallois à utiliser les transports en commun pendant les jours de smog; environ 1 500 véhicules sont retirés de la circulation chaque jour de smog suite au tarif spécial de 1 \$ depuis 2009;
- + Réalisation, par Tourisme Laval, du projet BNQ 21 000 visant entre autres l'appropriation progressive des principes de développement durable par les entreprises touristiques lavalloises.

GRANDS CONSTATS DES CONSULTATIONS RÉGIONALES

- La majorité des institutions et des organismes ont emboîté le pas et ont mis en place des mesures pour développer l'écocitoyenneté;
- Peu de données sur l'état de situation et le degré d'avancement de l'écocitoyenneté dans les entreprises;
- Pertinence de rejoindre les citoyens par la sensibilisation aux impacts sur la santé;

- Nécessité de poursuivre la sensibilisation des citoyens, organismes et entreprises, et de vulgariser les concepts pour favoriser l'engagement et le changement de comportement;
- Nécessité d'offrir un accompagnement aux entreprises pour favoriser le virage écoresponsable.

ORIENTATION 8

GOUVERNANCE ET ÉQUITÉ

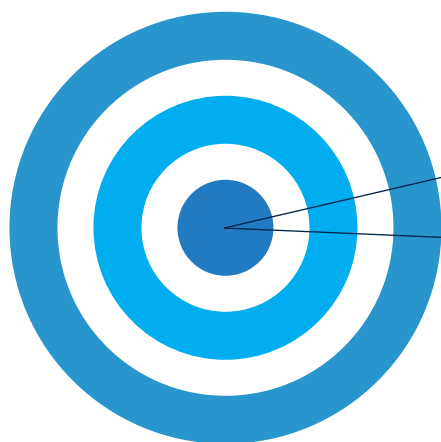
Assurer à la région de L
un accès équitable aux
t aux ressources financ
n développement régi
lloués par le gouverne

GOUVERNANCE ET ÉQUITÉ

ORIENTATION 8

Assurer à la région de Laval un accès équitable aux services et aux ressources financières en développement régional alloués par le gouvernement du Québec.

OBJECTIFS D'INTERVENTION



- Adapter le modèle de présence gouvernementale à Laval en fonction des spécificités de la région;
- Effectuer les suivis du rapport des audiences relatives à l'adaptation des normes et programmes gouvernementaux en fonction des particularités de la région de Laval.

ÉTAT DE LA SITUATION

Le bilan de l'orientation 8 a été effectué dans le cadre d'une rencontre de la Commission régionale de développement de Laval (CRDL) sur laquelle siègent les 13 principaux regroupements sectoriels de la région, ainsi que les membres de l'exécutif de la CRÉ de Laval, la Ministre régionale et les députés de l'Assemblée nationale issus des six circonscriptions lavalloises.

Les discussions ont été menées à partir de questions préalablement soumises aux membres de la CRDL avant la rencontre. Ces questions portaient notamment sur la

présence gouvernementale dans la région de Laval, sur les investissements gouvernementaux alloués à la région, et sur la reconnaissance des spécificités lavalloises.

Un tour de table sur ces diverses questions a permis de dégager les principaux constats, en lien avec la gouvernance et l'équité dans la région.

Ce bilan émane également de commentaires recueillis lors des consultations régionales.

GRANDS CONSTATS DES CONSULTATIONS RÉGIONALES

- Le sentiment général est à l'effet que bien qu'il y ait eu un rattrapage significatif dans le secteur de la santé et des services sociaux, la région de Laval ne reçoit pas sa juste part des crédits gouvernementaux en fonction de son évolution démographique et de ses particularités;
- Parmi les secteurs les plus désavantagés, soulignons notamment la culture, la culture scientifique, l'agriculture, le développement économique, l'immigration et la lutte à la pauvreté;
 - La culture semble particulièrement désavantagée : aucune institution muséale lavalloise, malgré une reconnaissance gouvernementale, ne dispose de fonds gouvernementaux pour assurer minimalement son fonctionnement de base;
 - L'agriculture périurbaine, tel que vécue à Laval, échappe également à la grande majorité des programmes gouvernementaux;
 - En matière d'immigration, la région de Laval n'a pas reçu les fonds requis pour assurer l'accueil et l'intégration des personnes immigrantes, et ce dans tous les secteurs d'activités, malgré une croissance rapide et importante de cette population. Soulignons que Laval a été reconnue comme une région de destination en immigration et constitue la 3^e région en importance au Québec.
- Le fait d'être à la fois une Ville, une MRC et une Région dont les indices socioéconomiques sont positifs occulte les problématiques de nombreux petits milieux de vie enclavés et dévitalisés, alors qu'en nombre absolu, une population importante se retrouve en situation de pauvreté;
- Laval ne dispose pas de leviers suffisants au niveau économique pour mettre en valeur son potentiel de développement, notamment dans l'économie du savoir et de soutien à l'entrepreneuriat;
 - La région n'a pas accès à des fonds de diversification économique ou de créneaux d'excellence, et le CLD de Laval ne reçoit que 2,6 % de l'enveloppe nationale allouée aux CLD du Québec alors que Laval représente plus de 5,1 % de la population québécoise.
- La plupart des indices retenus pour la répartition des fonds interrégionaux pénalisent la région de Laval trop souvent perçue encore comme une riche banlieue dortoir alors qu'elle fait face à des problématiques urbaines comparables à Montréal;
- La présence gouvernementale sur le territoire lavallois s'est considérablement affaiblie au profit d'une organisation davantage métropolitaine;
- La proximité de Montréal affaiblit l'autonomie régionale et les problématiques lavalloises sont rarement prises en compte dans les orientations métropolitaines de développement.

**SOURCES
BIBLIOGRAPHIQUES**

REMERCIEMENTS

SOURCES BIBLIOGRAPHIQUES

GRAPHIQUE 1

Source : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques sociodémographiques et Statistique Canada, Division de la démographie, 2013

GRAPHIQUE 2

Source : Statistique Canada, Recensement de la population 2001, 2006 et 2011

GRAPHIQUE 3

Sources : Statistique Canada, Estimations démographiques (série de mars 2012).
Compilation : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques sociodémographiques

GRAPHIQUE 4

Sources : Statistique Canada, Estimation démographique.
Compilation : Institut de la statistique du Québec, dernière mise à jour mars 2012

GRAPHIQUE 5

Source : Portrait des émissions de GES sur le territoire de la CMM 0520436. Rapport final – Septembre 2010, AECOM Tecslut Inc.

GRAPHIQUE 6

Source : Agence métropolitaine de transport (AMT), 2008, Enquête O-D (Origine-Destination), 2008

GRAPHIQUE 7

Sources : Ville de Laval, Service de l'ingénierie. L'état du vélo au Québec, Vélo Québec, Édition 2010, 2005, 2000, Révisé: Mai 2012

GRAPHIQUE 8

Source : Ville de Laval. Projet de Plan de gestion des matières résiduelles 2012-2017. 3 De 4 Historique et état de la situation

GRAPHIQUE 9

Source : Ville de Laval. Projet de Plan de gestion des matières résiduelles 2012-2017. 3 De 4 Historique et état de la situation

GRAPHIQUE 10

Sources : Institut de la statistique du Québec, 2012. Profils des régions et des MRC, Laval. Marché du travail. http://www.stat.gouv.qc.ca/regions/profils/profil13/societe/marche_trav/indicat/tra_sexe13.htm

GRAPHIQUE 11

Sources : Institut de la statistique du Québec, 2012. Profils des régions et des MRC, Laval. Marché du travail. http://www.stat.gouv.qc.ca/regions/profils/profil13/societe/marche_trav/indicat/tra_sexe13.htm

GRAPHIQUE 12

Sources : Ministère des Finances et de l'Économie, Portrait socioéconomique des régions du Québec, Édition 2012

GRAPHIQUE 13

Source : Ville de Laval-Dossier statistique et LAVAL TECHNOPOLE, 2013

GRAPHIQUE 14

Source : Ville de Laval-Dossier statistique et LAVAL TECHNOPOLE, 2013

GRAPHIQUE 15

Sources : Ministère des Finances et de l'Économie (MFE), Portrait régional de l'entrepreneuriat, Région de Laval, 2012

GRAPHIQUE 16

Source : Ministère de la Famille et des Aînés, Rapport annuel de gestion au 31 mars de 2007 à 2011

GRAPHIQUE 17

Source : Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, Portraits statistiques régionaux en culture, Laval, 2012

GRAPHIQUE 18

Source : Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, Portraits statistiques régionaux en culture, Laval, 2012

GRAPHIQUE 19

Source : Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, Portraits statistiques régionaux en culture, Laval, 2012

GRAPHIQUE 20

Source : Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, Portraits statistiques régionaux en culture, Laval, 2012

GRAPHIQUE 21

Sources : Ministère de la Sécurité publique. Données du Programme DUC 2 recueillies par les corps municipaux, la Sûreté du Québec et autres corps et services de police autochtones. Service de protection des citoyens de Laval, Rapport annuel 2011

GRAPHIQUE 22

Source : Communauté métropolitaine de Montréal, Observatoire du Grand Montréal, indicateurs métropolitains sur les mises en chantiers résidentiel, 2012

GRAPHIQUE 23

Source : Communauté métropolitaine de Montréal, Observatoire du Grand Montréal, indicateurs métropolitains sur les mises en chantiers résidentiel, 2012

GRAPHIQUE 24

Source : Statistique Canada, Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes (ESCC) (2007-2008).
Compilation : Agence de la santé et des services sociaux de Laval, Sélection Santé Laval, Vol 7, no 10, Saines habitudes de vie, Décembre 2010

GRAPHIQUE 25

Source : Statistique Canada, Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes (ESCC) (2007-2008).
Compilation : Agence de la santé et des services sociaux de Laval, Sélection Santé Laval, Vol 7, no 10, Saines habitudes de vie, Décembre 2010

GRAPHIQUE 26

Source : Statistique Canada, Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes (ESCC).
Compilation : Agence de la santé et des services sociaux de Laval, Sélection Santé Laval, Vol 9 no 2, Proportion des fumeurs, février 2012

GRAPHIQUE 27

Source : Statistique Canada, Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes (ESCC) (2007-2008).
Compilation : Agence de la santé et des services sociaux de Laval, Sélection Santé Laval, Vol7, no 7, Septembre 2010; Activités physiques

GRAPHIQUE 28

Source : Statistique Canada.
Compilation : Institut de la statistique du Québec, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

GRAPHIQUE 29

Source : Institut de la statistique du Québec. Banque de données des statistiques officielles (2012), Région de Laval

GRAPHIQUE 30

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS). Rapport statistique sur la clientèle des programmes d'assistance sociale, décembre 2012

GRAPHIQUE 31

Source : SCHL, Enquête sur les logements locatifs, Octobre 2011
Compilation : Communauté Métropolitaine de Montréal (CMM)

REMERCIEMENTS

La Conférence régionale des élus de Laval (CRÉ de Laval) tient à remercier ses nombreux partenaires pour leur contribution à la réalisation de ce document « Bilan et constats du plan quinquennal de développement de la région de Laval 2008-2013 ».

Plus particulièrement, la CRÉ de Laval tient à souligner l'extraordinaire mobilisation et l'implication de quelque 300 personnes issues de tous les secteurs d'activités, lesquelles ont apporté leur expertise et leurs connaissances afin de dégager les constats et les grands enjeux de développement à l'aube de l'élaboration du plan quinquennal de développement de la région de Laval 2014-2019.

Des remerciements s'adressent également à la direction et au personnel de la CRÉ de Laval qui ont élaboré et réalisé l'ensemble des consultations entourant le processus de planification stratégique et la documentation nécessaire aux réflexions.

Enfin, la CRÉ de Laval tient à souligner le travail soutenu et rigoureux de messieurs Didier Moukalan et Nel Ewane, diplômés à la maîtrise à l'ÉNAP et chargés de projet à la CRÉ de Laval, qui ont effectué les recherches et compilé l'ensemble des données pertinentes à la production et à la rédaction de ce document.



Dépôt à l'occasion du Forum régional de consultation du 17 juin 2013 du bilan et des constats préliminaires du Plan quinquennal de développement 2008-2013 de la région de Laval.



**CONFÉRENCE RÉGIONALE
DES ÉLUS DE LAVAL**

Conférence régionale des élus de Laval
1555, boul. Chomedey, bureau 220
Laval (Québec) H7V 3Z1
Téléphone : 450 686-4343
Télécopieur : 450 686-8377
info@crelaval.qc.ca
www.crelaval.qc.ca

Dépôt légal – Septembre 2013
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISBN 978-2-9810669-3-0



100%

